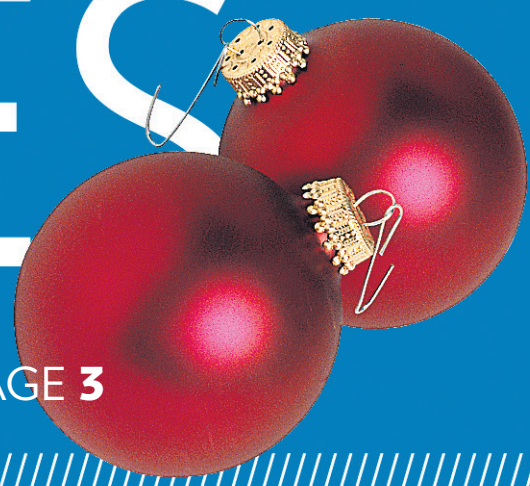


LA PRESSE AFFAIRES

LE PÈRE NOËL REVIGORÉ
REGAIN DES VENTES DES DÉTAILLANTS APRÈS UN LENT DÉPART PAGE 3



S&P/TSX
12 781,54
-3,66 (-0,03%)

TSX CROISSANCE
2826,03
+4,98 (+0,18%)

QUÉBEC 30
1233,98
-7,39 (-0,60%)

DOW JONES
12 471,32
+30,05 (+0,24%)

DOLLAR
86,72 ¢US
+0,32 ¢

Tempête financière en Thaïlande
La Bourse de Bangkok a connu sa pire chute en 31 ans hier, ce qui a fait baisser d'autres Bourses d'Asie
PAGE 2

Un record au Port
Plus de 25 millions de tonnes métriques de marchandises ont passé par les installations portuaires, éclipsant le record de 1980
PAGE 3

La SGF investit dans OrthoSoft
Elle reçoit 7 millions pour accroître sa part du marché américain et européen
PAGE 5

Nortel deux fois milliardaire
Nortel Networks vient de signer un marché de 2 milliards avec Verizon Wireless pour augmenter la puissance de son réseau sans fil
PAGE 10

CHIFFRE DU JOUR
489 100
Quelque 489 100 Canadiens ont reçu des prestations ordinaires d'assurance emploi en octobre, en baisse de 0,8% par rapport à septembre et de 3,6% par rapport à l'année dernière.
Source: Statistique Canada

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

THERATECHNOLOGIES
L'EFFET TH9507

YVES ROSCONI
Président et chef de la direction de Theratechnologies inc.

Fermeture hier **4,82 \$**
Variation **+75,27 %**

décembre 2005 décembre 2006

PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

La commercialisation en vue

PHILIPPE MERCURE
Un produit qui surpasse les attentes les plus optimistes, une action qui s'envole et des analystes qui voient l'avenir en rose: la journée d'hier fut celle de Theratechnologies.

« Une belle journée, vraiment », disait déjà le président et chef de la direction, Yves Rosconi, avant l'ouverture des marchés... C'était avant que le titre de son entreprise ne s'envole à la Bourse de

Toronto, gagnant 80% en cours de séance. Il a clôturé en hausse de 75,2%, à 4,82\$. (Notons que le titre s'échangeait au-dessus de 12\$ en janvier 2002).

Toute cette euphorie a un nom: le TH9507. Ce produit sur lequel la petite biotech mont-réalaise planche depuis une dizaine d'années est dans la dernière ligne droite de la batterie de tests qu'il doit subir avant la commercialisation. Et il a révélé de belles surprises, hier.

Le TH9507 s'attaque à la lipodystrophie — une condition qui modifie la répartition des graisses chez plusieurs patients atteints du VIH, creusant les joues et provoquant une accumulation de gras au niveau de l'abdomen. Dans une étude de phase III actuellement en cours, le traitement devait démontrer sa capacité à réduire de 8% la graisse viscérale des patients qui le consomment.

Après six mois de tests, l'ob-

jectif est pulvérisé: c'est plutôt une différence de 20% qui a été constatée par rapport aux patients qui prennent le placebo.

Des chiffres jugés « hautement positifs » par Douglas W. Loe, analyste chez Versant Partners, qui, dans une note aux investisseurs, hausse son prix cible de 4,50\$ à 6,50\$ et fait une recommandation d'achat sur les actions de Theratechnologies.

➔ Voir TH9507 en page 4

Victoire des créanciers de Steinberg

RUDY LE COURS
Les 14 millions obtenus en 2004 par les créanciers de Steinberg dans un litige gagné contre Provigo leur appartiennent bel et bien. La prétention d'Investissement Québec qu'ils lui revenaient en entier a été rejetée par le tribunal.

Le juge Daniel H. Tingley de la Cour supérieure a rendu une décision sans équivoque hier, mais elle sera sans doute portée en

appel par la société d'État qui se montre décidée à se faire reconnaître comme ayant-droit depuis que les créanciers ordinaires ont gagné en Cour d'appel une bataille à l'issue incertaine contre Provigo.

En vertu de la version finale du Plan d'arrangement avec les créanciers de Steinberg adopté en 1993, le Syndicat bancaire avait préséance pour se rembourser à même la vente des éléments d'actif de Steinberg qui s'était placée

un an plus tôt sous la protection de la Loi pour éviter la faillite.

Suivaient dans l'ordre, la Couronne et les municipalités, les créanciers chirographaires (ordinaires) et Investissement Québec. Par créancier ordinaire, rappelle le juge, on entendait tout créancier n'appartenant pas à une autre catégorie, ce qui exclut d'office Investissement Québec.

Celle-ci, qui s'appelait alors Société de développement industriel, avait allongé un prêt

de 50 millions à l'entreprise dirigée alors par l'homme d'affaires Michel Gaucher. De cette somme, 10 millions lui ont été remboursés. Pendant 10 ans, la société d'État pouvait se rembourser à même une partie du flux monétaire discrétionnaire généré par le maintien en vie de Steinberg, mais elle n'aura pas vu l'ombre d'un dollar durant cette période.

➔ Voir COUR en page 4

Palmarès des 100 fortunes canadiennes

18 Montréalais dans le peloton

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO
Au moins 22 milliards de dollars, contrôlés par 18 familles ou individus installés dans la région de Montréal.

C'est la place des Québécois les plus riches parmi les 100 plus grandes fortunes au Canada, selon le dernier classement annuel du magazine *Canadian Business*.

Des noms familiers s'y retrouvent, comme les Desmarais, Bombardier, Coutu, Molson, Kruger et Péladeau.

Mais des noms moins connus se démar-

quent aussi parmi la liste encore plus restreinte des milliardaires québécois.

Entre autres, David Azrieli, promoteur immobilier et investisseur à succès en Israël et au Canada, et Marcel Adams, entrepreneur renommé en immobilier commercial.

On y retrouve aussi Stephen Jarilowsky, l'un des gestionnaires de placement les mieux considérés au Canada, et Guy Laliberté, le président et cofondateur du Cirque du Soleil, maintenant connu aux quatre coins du monde.

➔ Voir FORTUNE en page 4



PHOTO ADAM BERRY, BLOOMBERG NEWS
CET HOMME A UN BONUS DE 87 MILLIONS. À LIRE EN PAGE 7

LE BIFTHEQUE
Des repas alléchants à prix alléchants!

Spéciaux de la BOUCHERIE

BIFTECK DE CONTRE-FILET (5-15lb)
5⁹⁹\$/lb (13²¹\$/kg)

POITRINES DE POULET DÉSOSSÉES
4⁴⁹\$/lb (9⁹⁰\$/kg)

Venez célébrer le Jour de l'An avec nous! Réservez tôt!

Montréal : 6705 Côte de Liesse (514) 739-6336 • Boucherville : 100 Mortagne (450) 449-3388 • St-Sauveur : 86 de la Gare (450) 227-2442 • www.lebiftheque.com

LA PRESSE AFFAIRES MARCHÉS BOURSIERS

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

86,72 cUSVARIATION **+0,32** c**0,6575** €VARIATION **-0,0022** €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1531** \$UN EURO **1,5209** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,9037
Chine	renminbi	0,1473
Grande-Bretagne	livre	2,2693
Hong Kong	dollar	0,1482
Inde	roupie	0,0258
Japon	yen	0,0098
Mexique	peso	0,1064
Norvège	couronne	0,1863
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8033
Suède	couronne	0,1685
Suisse	franc	0,9493

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

63,16 \$USVARIATION **0,94** \$USLight Sweet Crude **64,96** \$USNorth Sea Brent **61,77** \$US

OR (NY Gold)

621,60 \$US

716,77 \$CAN

VARIATION **+7,60** \$US

Jimmy Choo

BAGARRE DE SACOCHES

LONDRES — La chaîne britannique Marks and Spencer a dû retirer de ses magasins des centaines de sacs à main car ils ressemblaient trop à un modèle vendu par la marque de mode Jimmy Choo, selon un communiqué des deux sociétés publié hier.

Jimmy Choo avait menacé de poursuivre le groupe, estimant qu'un sac de satin vendu 9,50 livres (environ 20 \$CAN) par Marks and Spencer était une imitation de son sac de soirée Cosmo, en soie, vendu plus de 50 fois plus cher (1120 \$CAN).

Ce sac était l'un des produits-vedettes de la campagne de promotions lancée par Marks and Spencer pour Noël. Une porte-parole du groupe n'a pas souhaité faire de commentaires sur l'impact financier de l'affaire.

«Jimmy Choo et Marks and Spencer ont trouvé un accord financier confidentiel, à la satisfaction des deux parties, sur un problème de propriété intellectuelle», ont indiqué les deux groupes dans un communiqué commun. «Le sac à main a été retiré de la vente par Marks and Spencer», ajoute le document.

En septembre, la chaîne de magasins britannique New Look avait déjà dû retirer un millier de paires de chaussures, Jimmy Choo l'ayant aussi menacé de procès pour copie.

— Agence France-Presse

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2429,55	-6,02	-0,25
S&P 500 (New York)	1425,55	3,07	0,22
Mexico Bolsa	25621,50	-235,94	-0,91
Brazil Bovespa Stock	43589,72	80,99	0,19
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3694,36	-27,03	-0,73
FTSE 100 (Angleterre)	6203,90	-43,50	-0,70
CAC 40 (France)	5484,76	-45,56	-0,82
DAX (Allemagne)	6553,51	-43,74	-0,66
IBEX 35 (Espagne)	14176,80	-140,70	-0,98
Milan MIB30 (Italie)	41379,00	-111,00	-0,27
Amsterdam Exchanges	493,43	-0,95	-0,19
OMX (Stockholm)	1126,55	-12,27	-1,08
Swiss Market (Suisse)	8763,08	-61,23	-0,69
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16776,88	-185,23	-1,09
Hang Seng (Hong Kong)	18964,55	-228,36	-1,19
S&P/ASX 200 (Australie)	5567,70	8,00	0,14

TEMPÊTE FINANCIÈRE EN THAÏLANDE

Bangkok tente de réparer les dégâts

AGENCE FRANCE-PRESSE ET BLOOMBERG

BANGKOK — Les experts s'attendaient à ce que la Bourse de Bangkok reparte à la hausse, tard hier soir, après que celle-ci eut connu sa pire chute en 31 ans (-15 %) hier.

L'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation sur le contrôle de l'afflux des capitaux, qui vise à enrayer la hausse du baht, la monnaie thaïlandaise, a provoqué une grave crise avant que le gouvernement ne fasse marche arrière hier matin. Les pertes d'hier en Bourse ont été chiffrées à 816 milliards de bahts (26 milliards CAN). Aussi les autorités ont cherché à calmer les marchés en annonçant un assouplissement de mesures qui avaient déjà été décidées.

Dans le sillage de Bangkok, d'autres places financières en Asie affichaient des baisses hier (entre -2 et -3 % à Kuala Lumpur, Singapour, Jakarta et Bombay).

Lundi, la Banque centrale de Thaïlande avait ordonné aux banques de bloquer, à partir d'hier et pendant un an, 30 % des nouveaux dépôts en devises étrangères supérieurs à 20000 \$US, à l'exception de ceux liés aux exportations, afin de freiner l'afflux de capitaux et de spéculateurs qui contribuent à l'appréciation du baht.

La monnaie thaïlandaise, qui avait atteint lundi son plus haut niveau depuis neuf ans par rapport au dollar (1 \$US pour 35,12 THB), a perdu du terrain hier, à 1 \$US pour 35,86 bahts.

Cependant, face à la tempête boursière, les autorités thaïlandaises ont assoupli leur position hier dans la soirée en exemptant les investissements étrangers effectués par l'entremise de la Bourse de la nouvelle réglementation.

«Après avoir consulté des courtiers, des investisseurs et toutes les parties concernées, la Banque de Thaïlande et le ministère des

Finances lèveront les 30 % requis pour l'investissement étranger réalisé à la Bourse thaïlandaise», a déclaré le vice-premier ministre et ministre des Finances, Pridiyathorn Devakula. Dès les premières transactions, la Bourse de Bangkok avait chuté de 8,85 % et tous les échanges avaient été suspendus lorsque le seuil de -10 % avait été franchi en milieu de journée.

«Les investisseurs à court terme ont été effrayés par les mesures de la banque centrale et ont fui les valeurs thaïlandaises, a expliqué Tarisa Chaisuntornyotin, analyste chez Siam City Securities. Les ventes ont été massives. On n'avait jamais rien vu de tel auparavant.»

Avant l'ouverture du marché, M. Pridiyathorn était apparu ferme sur la viabilité des nouvelles mesures qui représentent le contrôle le plus strict exercé sur les capitaux depuis la crise de 1997.

Depuis le début de l'année, la monnaie locale avait pris 14 % par

rapport au dollar, accroissant la pression sur les entreprises exportatrices du pays. Les exportations thaïlandaises représentent 65 % de l'économie du pays. Un baht fort diminue leur compétitivité sur les marchés internationaux, ainsi que la valeur des profits rapatriés par les entreprises.

M. Pridiyathorn, qui était gouverneur de la banque centrale sous le premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé par un coup d'État il y a trois mois, faisait face à une forte pression des exportateurs thaïlandais qui en avaient appelé au gouvernement installé par l'armée pour freiner la hausse du baht.

Les pertes boursières à Bangkok sont inquiétantes en ce qu'elles font écho à la crise financière asiatique qui avait éclaté quand le gouvernement thaïlandais avait été forcé de laisser flotter le baht en juillet 1997 dans une tentative de stimuler des exportations alors plutôt molles.



PHOTO SPENCER PLATT, ARCHIVES GETTY IMAGES ©

L'alliance d'Euronext (Bourses de Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) et de la Bourse de New York (New York Stock Exchange, notre photo) formera un géant du secteur boursier, valant 34 milliards de dollars canadiens.

La première Bourse intercontinentale est née

La fusion Euronext-NYSE est approuvée par les actionnaires

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Les actionnaires de la Bourse paneuropéenne Euronext, qui comprend notamment la Bourse de Paris, ont approuvé hier à la quasi-unanimité l'union de leur groupe avec la Bourse de New York pour créer la première Bourse intercontinentale au monde, un feu vert qui constitue l'épilogue d'une longue controverse en Europe.

Au total, 98,2 % des actionnaires présents ou représentés à cette Assemblée générale historique organisée à Amsterdam, et rassemblant au total 65 % du capital du groupe paneuropéen, ont voté pour la fusion, après un débat de deux heures au cours duquel le PDG d'Euronext, Jean-François Théodore, a à l'opposé défendu le caractère «équilibré» du projet.

Ce raz-de-marée met un point final à la controverse entourant le projet de mariage depuis son annonce en mai, ses détracteurs y voyant une prise de contrôle pure et simple d'un pan de la finance européenne par les Américains.

L'alliance d'Euronext, groupe

rassemblant les Bourses de Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne, et de la Bourse de New York (New York Stock Exchange, NYSE) formera un géant du secteur boursier, valant 34 milliards de dollars canadiens (22,3 milliards d'euros).

L'opération, qui revient de facto à un rachat d'Euronext par le NYSE, valorise la Bourse paneuropéenne autour de 16 milliards CAN (10,5 milliards d'euros).

La valeur cumulée des sociétés cotées sur les marchés du nouveau groupe, baptisé «Nyse-Euronext», atteindra quant à elle 32 000 milliards (21 000 milliards d'euros).

Ce mariage a été décidé en pleine course à la concentration du secteur. Les Bourses, qui sont elles-mêmes pour la plupart des entreprises cotées, cherchent en effet à grossir pour réduire leurs coûts de fonctionnement, abaisser leurs tarifs de transactions, et ainsi attirer plus d'investisseurs et de sociétés sur leurs marchés.

Le principal concurrent américain du NYSE, le marché électronique NASDAQ, tente actuellement

de racheter la Bourse de Londres, qu'Euronext avait lui-même vainement tenté d'acquérir avant d'y renoncer au début 2006.

Présenté au printemps comme une «fusion entre égaux» par ses initiateurs, le projet NYSE-Euronext a cependant soulevé de fortes inquiétudes au sein des investisseurs et des sociétés cotées en Europe, qui craignaient de se voir appliquer la sévère réglementation américaine.

Des responsables économiques et politiques, au premier rang desquels la chancelière allemande Angela Merkel, le président français Jacques Chirac et le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet, se sont également élevés contre cette fusion transatlantique, disant lui préférer un rapprochement européen entre Euronext et l'exploitant de la Bourse de Francfort, le groupe Deutsche Börse.

Mais ce rêve d'une grande Bourse européenne unifiée a échoué, les intéressés divergeant sur quasiment tous les sujets. Deutsche Börse a fini le mois

dernier par retirer sa proposition de rapprochement avec Euronext, laissant le projet de fusion transatlantique seul sur la table.

Parallèlement, le projet NYSE-Euronext a été amendé pour mieux protéger les marchés européens de toute intervention des régulateurs américains et assurer une représentation égalitaire entre Européens et Américains au conseil d'administration.

Outre le feu vert des actionnaires d'Euronext, la fusion a déjà reçu les principales autorisations nécessaires, dont celles des cinq autorités boursières européennes concernées.

Les actionnaires du New York Stock Exchange se prononceront à leur tour aujourd'hui, dernière étape avant le lancement du rapprochement effectif des deux groupes, qui comprendra une offre publique d'achat et d'échange sur les actions Euronext au début de 2007.

Les deux partenaires comptent boucler leur fusion d'ici la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

Le LSE repousse de nouveau le NASDAQ

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — La Bourse de Londres (LSE) a détaillé hier son rejet de la deuxième offre d'achat du NASDAQ, tandis que celui-ci a jugé «réaliste» le prix qu'il propose, dans le contexte de concurrence auquel le LSE pourrait avoir à faire face dans les mois à venir.

Dans une circulaire détaillée envoyée à ses actionnaires, le conseil d'administration du LSE

leur recommande de rejeter l'offre «parfaitement inadéquate» du NASDAQ envoyée le 12 décembre.

Parmi les arguments soulevés, le LSE souligne que le NASDAQ propose «le prix le plus bas auquel il a droit en vertu des règles du Code des fusions», c'est-à-dire 1,243 pence par action, alors que le titre se négocie bien plus haut actuellement.

Hier, l'action du LSE valait

1,312 pence à la Bourse de Londres, quoiqu'en baisse de 0,38 %.

Le prix de 1,243 pence est le maximum qu'a payé le NASDAQ depuis mars, après une première tentative de rachat complet, pour acquérir sur le marché des actions du LSE, et en devenir le premier actionnaire avec une participation de 28,8 %.

La Bourse de Londres tente aussi d'attirer ses actionnaires en leur indiquant que le bénéfice par

action cette année devrait augmenter de 58 % par rapport à 2005, et qu'elle devrait porter le dividende total pour 2007 à 18 pence par action, soit une augmentation de 50 % par rapport à cette année.

C'est la cinquième fois en deux ans que la Bourse de Londres repousse une proposition de rachat, après celles de Deutsche Börse, Euronext, Macquarie Bank et la première tentative du NASDAQ.

Le vent en poupe

Le Port de Montréal vogue vers une année record

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Les débardeurs n'ont pas chômé en 2006 au port de Montréal, qui connaît sa meilleure année en 176 ans d'existence.

Plus de 25 millions de tonnes métriques de marchandises ont passé par les installations portuaires, éclipsant le record d'achalandage de 24,9 millions de tonnes établi en 1980.

«En 1980, le trafic était principalement composé de pétrole et de blé canadien, dit Dominic Taddeo, PDG d'Administration

portuaire de Montréal, l'agence fédérale responsable du port. Les conteneurs nous a permis de devenir un port d'envergure internationale. Il y a 20 ans, nous n'avions que deux armateurs spécialisés dans le transport de conteneurs à Montréal. Nous en avons maintenant 10 des 15 plus importants au monde.»

Les conteneurs constituent la nouvelle vache à lait du port, dont le bénéfice d'exploitation sera de 11 millions en 2006, une hausse de 400 000 \$ par rapport à 2005. Cette année, le port de Montréal a manutentionné 10,4 millions de tonnes de marchan-

disées conteneurisées pendant les 11 premiers mois de l'année, une hausse de 2,1 % par rapport à la même période en 2005.

Le pétrole et le blé n'ont pas pour autant déserté le port. Le secteur des vrac liquides (produits pétroliers, produits chimiques, asphalte, boissons alcoolisées, etc.) sont passés de 6,6 millions à 7,2 millions de tonnes pendant les 11 premiers mois de 2006. Celui des vrac solides (blé, maïs, sucre brut, sel, ciment, etc.) est passé de 5 à 5,1 millions de tonnes. Au début des années 1980, ce secteur représentait environ 12 millions de

tonnes par année, dont environ 7 millions de tonnes de blé. «Les trois quarts du blé canadien nous étaient destinés, dit M. Taddeo. Le blé était vendu en Europe et en Union soviétique. Mais les règles ont changé et les plus grands acheteurs de blé canadien sont maintenant la Chine et le Japon. Il est plus facile de rejoindre ces marchés en passant par les ports de l'ouest du pays.»

Au cours des 11 premiers mois de l'année, le port a manutentionné 23,3 millions de tonnes de marchandises, soit un million de tonnes de plus que l'an dernier. Cette hausse de 4,5 % sera suffisante pour battre le record d'achalandage vieux de 1980, assure M. Taddeo. «Il y a eu une croissance de la demande du pétrole, dit-il. La récolte de blé a également été excellente. Depuis quelques années, nous avons développé le transport du soya, un secteur qui a donné de bons résultats cette année.»

Quant à l'année 2007, elle

s'annonce occupée... et mouvementée. La semaine dernière, le groupe allemand TUI a mis en vente sa société Montréal Gateway, qui exploite deux terminaux de conteneurs au port de Montréal. Ces deux terminaux représentent les trois quarts des marchandises conteneurisées du port. Mais Dominic Taddeo n'est pas inquiet. «Au contraire, c'est une bonne nouvelle, dit-il. Le fait qu'il y ait des acheteurs intéressés est une preuve de rentabilité. De toute façon, l'exploitant ne peut pas céder son bail sans notre permission. Nous allons exiger les mêmes garanties et les mêmes taux de rentabilité. Nous n'allons pas nous tirer dans le pied.»

Le PDG d'Administration portuaire de Montréal a une autre raison d'être optimiste: la vigueur de l'économie européenne, qui n'inquiète pas les analystes autant que l'Amérique du Nord. C'est que 37% des marchandises conteneurisées prennent le chemin du Vieux Continent.

Bond à la pompe... avant les Fêtes

LA PRESSE AFFAIRES

À l'approche de Noël, c'est bien la dernière chose dont les automobilistes avaient besoin.

Le prix de l'essence à la pompe a fait un bond de presque 10 cents cette semaine, sans raison apparente.

Selon le CAA-Québec, le prix normal de l'essence à Montréal devrait être de 99,4 cents le litre, pas 1,02 \$ comme on l'a vu hier, heureusement.

«Il s'agit d'une correction du marché», explique Robert Théberge, porte-parole de l'Institut canadien des produits pétroliers, qui regroupe les grandes pétrolières.

Selon lui, l'essence se vendait depuis quelques jours à un prix inférieur au prix normal et, comme ça arrive souvent, la correction a porté le prix à un niveau supérieur au prix normal. «Ça se replaçe généralement au bout de quelques jours», a-t-il dit. À surveiller.



Un beau cadeau des pétrolières...

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

VENTES DE NOËL

Les détaillants ont eu peur

LAURIER CLOUTIER

Des détaillants ont eu peur quand le père Noël a eu tout à coup une faiblesse, il y a quelques semaines. Mais, heureusement pour eux, il a par la suite rechargé ses batteries et les affaires ont repris de plus belle.

De nombreux détaillants et spécialistes du commerce de détail s'attendent à une hausse d'au moins 5 % des ventes des Fêtes au Canada, avec cependant une vague plus grosse qui va déferler de l'Ouest canadien jusqu'aux Maritimes... mais qui frappera moins fort au Québec.

«L'année 2006 a été une des meilleures au Canada depuis quatre ans, jusqu'à la fin d'octobre dernier. En novembre par contre, le marché a eu une faiblesse et

pris du retard, mais les ventes sont reparties dès le deux décembre», a déclaré avec ses graphiques en mains Marie-Claude Frigon, associée des consultants RSM Richter, spécialisée dans le commerce de détail.

Les affaires ont été tranquilles en novembre, a aussi noté Jean Laramée, vice-président principal d'Ivanhoé Cambridge pour l'Est du Canada. C'est correct en décembre, mais plus difficile pour les bottes et les vêtements d'hiver.

«Les ventes des Fêtes se sont replacées au Québec la semaine dernière, par rapport à celles de l'an dernier touchées par une tempête de 40 cm de neige», a expliqué Pierre Bovet, président du Groupe Bovet. L'absence de neige fait en sorte que «les conditions semblent idéales pour magasiner» et les

achats devraient augmenter de 5 à 10 %, selon lui.

Des magasins se démarquent par contre nettement de la tendance moyenne. Ainsi, la chaîne Harry Rosen connaît une année «fantastique», avec depuis le début de décembre des ventes en hausse au Canada de 22 % et même de 30 % à Montréal, a déclaré le président, Laurance Rosen.

L'International Council of Shopping Centers, de New York, prévoit une hausse de 6 % des ventes des Fêtes au Canada, selon le directeur de la recherche, Jean Lambert. En Alberta, les affaires augmenteraient de 10 %, par rapport à 2,5 % au Québec, a-t-il dit.

Le Retail Council of Canada, de Toronto, s'attend à une hausse de 7 % cette année, comparativement à 5,5 % l'an dernier, a déclaré la

présidente, Diane Brisebois. Le Conseil du commerce de détail prévoit battre un record cette semaine.

Chez Costco Canada, «c'est en augmentation par rapport à l'an dernier», a déclaré le porte-parole, Ron Damiani.

D'autres détaillants ont préféré ne pas commenter à cause des règles pour les compagnies à capital ouvert, dont le vice-président aux ventes et au marketing de la chaîne Le Château, Franco Rocchi, et la porte-parole de Canadian Tire, Lisa Gibson.

L'affluence est bonne et la réponse de la clientèle, aussi, a tout de même dit le porte-parole de Sears Canada, Vincent Power. Best Buy Canada a prévu de très bonnes ventes pour le quatrième trimestre, mais demeure d'un optimisme prudent, a souligné la porte-parole, Lory De Cou. La chaîne Future Shop «est très satisfaite jusqu'ici, mais le plus gros morceau doit venir durant la semaine après Noël», a renchéri le porte-parole, Thierry Lopez. Les produits vedettes comprennent les télévisions aux cristaux liquides et au plasma de même que les jeux vidéo.

L'inflation fait grimper le huard

RUDY LE COURS

L'arrivée des modèles 2007 chez les concessionnaires jumelée au raffermissement des prix de l'essence et du gaz naturel aura quelque peu stimulé les prix du panier de provisions de biens et de services et redonné de l'aplomb à la monnaie canadienne.

Le huard a gagné tout près d'un tiers de cent hier contre le billet vert et terminé la séance à 86,72 cents US. Les cambistes jugent désormais moins certaine et surtout moins prochaine une baisse du taux directeur de la Banque du Canada, fixé à 4,25 % depuis le printemps après sept hausses de 25 centièmes d'affilée.

Par rapport à octobre, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,2 % en novembre pour atteindre 1,4 % depuis un an. Au Québec, l'avancée annuelle est toutefois contenue à 1 %, a fait savoir hier Statistique Canada.

Bien que ces chiffres paraissent faibles, ils témoignent d'un léger retour des pressions sur les prix. En septembre et en octobre, le rythme annuel d'inflation était inférieur à 1 %, limite inférieure

de la fourchette de 1 % à 3 % à l'intérieur de laquelle la Banque du Canada souhaite voir évoluer les prix.

En excluant les huit éléments les plus volatiles comme les aliments, l'énergie fossile ou les intérêts hypothécaires ainsi que les variations des impôts indirects comme la TPS, l'indice d'inflation de référence (IPCX) de la Banque du Canada a avancé de 0,3 % entre octobre et novembre, portant sa progression annuelle à 2,2 %. «C'est le troisième mois d'affilée que l'inflation de référence dépasse la barre des 2 % alors qu'il était en deçà auparavant depuis décembre 2003, fait remarquer Ted Carmichael, économiste chez JP Morgan. Nous nous attendons qu'il atteigne les 2,5 % d'ici six mois.»

Pour la première fois aussi depuis des mois, le prix des biens a progressé plus vite que celui des services: 0,4 % par rapport à 0,1 %. En rythme annuel toutefois, le prix de l'ensemble des biens qui forme le panier de provision recule encore de 0,3 % alors que l'ensemble des services progresse de 3 %.

«L'indice de référence continue de dépasser la cible de 2 % de la Banque du Canada, cela écarte toute baisse des taux d'intérêt à court terme», note Sal Guatieri, économiste principal chez BMO Groupe financier.

La hausse aurait pu être plus élevée encore si les constructeurs d'autos s'étaient montrés aussi gourmands que l'an dernier. Devant le marasme de leur industrie, ils ont limité à 1,8 % l'augmentation moyenne des prix de leurs nouveaux modèles, alors qu'ils n'avaient pas hésité à exiger 4,2 % de plus, l'an dernier. L'agence fédérale incorpore le prix des nouveaux modèles aux chiffres d'inflation de novembre.

«Les pressions inflationnistes demeurent un peu plus fortes que ce à quoi on s'attendait, note Carolyn Kwan, économiste à Scotia Capitaux. Les gains anémiques de productivité affichés récemment n'ont pas aidé.»

Le repli du huard face aux autres devises cet automne, malgré sa bonne tenue hier, devrait continuer d'exercer des pressions sur les prix des marchandises dont le Canada est friand impor-

tateur. En novembre, sa dépréciation a été attisée par la décision fédérale de mettre fin au congé fiscal des fiducies de revenus. Les détenteurs étrangers de ces titres les ont largués. «Ils en ont vendu pour plus de cinq milliards durant le mois, note François Barrière, vice-président au change à la Banque Laurentienne. Les Canadiens sont aussi aller diversifier leurs actifs pour un autre 6,8 milliards.»

L'IPCX est dopé en bonne partie depuis un an par le coût de remplacement par les propriétaires qui mesure à la fois l'évolution des prix de l'immobilier résidentiel et des matériaux de construction. Depuis un an, il a grimpé de 8,2 %, propulsé par la flambée albertaine de 45,2 %.

Fait nouveau en novembre cependant, les intérêts hypothécaires montent de 4,7 % depuis un an, un sommet depuis mars 2001. C'est le résultat du resserrement monétaire mené par la banque centrale durant l'hiver et le printemps. Pour la première fois en trois ans, souligne l'agence fédérale, le coût des intérêts contribue à l'inflation.

SALAIRE MINIMUM

Trop ou pas assez?

MARIE TISON

Les milieux d'affaires croient qu'une hausse de 25 cents du salaire minimum est un peu trop importante. Les organisations de défense des démunis estiment qu'elle est trop modeste. Un économiste considère que c'est probablement juste assez.

Le gouvernement Charest fera passer le salaire minimum de 7,75 \$ à 8 \$ au printemps prochain, selon le chef de bureau de *La Presse* à Québec, Denis Lessard. Il s'agira de la plus forte augmentation en 10 ans, soit une hausse de 3,2 %. Or, en un an, le salaire horaire moyen n'a augmenté que d'un pour cent au Québec.

«Je pense que le gouvernement aura un job de justification économique à faire», a déclaré le président pour le Québec de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Richard Fahey.

Il croit que les entrepreneurs n'auront pas le choix: ils devront soit hausser les prix de leurs produits, ce qui pourrait alimenter l'inflation, soit réduire leurs besoins en main-d'oeuvre.

La présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon, s'est dite ambivalente face à une hausse de 25 cents du salaire minimum.

«Est-ce que les entreprises devront couper les investissements dans l'innovation? s'est-elle demandé. Ce sont ces investissements qui leur permettent d'être plus productives et de créer plus de richesse.»

La responsable du Front de défense des non-syndiqués, Mélanie Gauvin, a soutenu de son côté que la hausse de 25 cents était insuffisante pour ramener les travailleurs au niveau du seuil de faible revenu. Pour atteindre ce seuil, une personne travaillant 40 heures par semaine devrait pouvoir compter sur un salaire horaire de 10 \$.

La chef de Québec solidaire, Françoise David, a rappelé que dans le passé, les entreprises criaient toujours lorsque le gouvernement haussait le salaire minimum, prédisant fermetures et chômage.

«Il ne s'est jamais rien passé, a-t-elle lancé. Je n'accorde pas l'ombre d'un crédit à ces discours-là.»

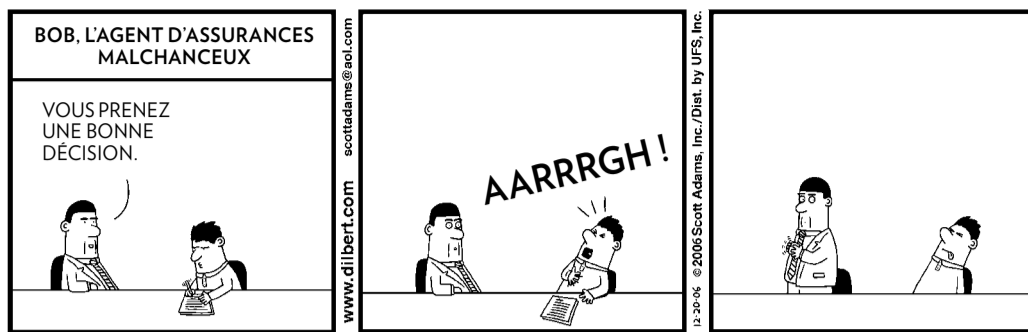
Elle a ajouté que le fait de hausser le salaire minimum permettrait de faire tourner davantage l'économie locale en rehaussant le pouvoir d'achat des bas salariés.

Marc Van Audenrode, professeur d'économie à l'Université de Sherbrooke, a soutenu que le salaire minimum idéal devrait représenter entre 40 et 45 % du salaire horaire moyen. En haut de cette fourchette, les entrepreneurs risquent de diminuer leurs besoins en main d'oeuvre, ce qui toucherait surtout «les gens qu'on essaie d'aider».

La hausse envisagée par le gouvernement se situerait à l'intérieur de cette fourchette. «Ce ne serait pas catastrophique, a déclaré M. Van Audenrode. Mais aller à 10 dollars, je peux vous garantir que le taux de chômage des jeunes passerait à 25 % en un an.»

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« La vitesse, c'est bien, mais l'exactitude est tout. »

— Xénophon, historien

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

		4	3					7
	1	6					2	
8					9			1
	6	9	7		1			
								4
4		7	5				3	9
	7				5	4		8
				6				5
9		5	2					

Niveau de difficulté : MOYEN

0508

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

6	4	2	5	8	1	7	3	9
3	5	9	7	4	2	8	1	6
8	7	1	3	9	6	5	2	4
4	3	8	1	7	9	6	5	2
9	1	6	2	5	8	3	4	7
5	2	7	6	3	4	9	8	1
7	8	4	9	1	3	2	6	5
2	9	3	4	6	5	1	7	8
1	6	5	8	2	7	4	9	3

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0507

REER – Vos questions à Michel Girard

La saison des REER approche... Cette période soulève de nombreuses questions, toutes aussi légitimes les unes que les autres. Quelle somme verser? Où investir? Combien d'argent sera nécessaire à la retraite? Quels sont les impacts du partage des revenus entre conjoints? Faites-nous parvenir vos propres questions dès maintenant sur vos préoccupations REER et retraite. Dans nos sections spéciales de janvier et février, nous apporterons des réponses.

Écrivez-nous:

> Courriel : michel.girard@lapresse.ca

> Courriel : La Presse (rédaction-REER), a/s Michel Girard, 7, rue Saint-Jacques Ouest Montréal, Qc, H2Y 1K9

Pari de 28 milliards à Las Vegas

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le numéro un mondial des casinos Harrah's a annoncé hier avoir accepté une offre de rachat des fonds d'investissement Apollo et Texas Pacific Group (TPG) pour un somme globale de 27,8 milliards de dollars américains, l'une des plus grosses acquisitions jamais réalisées par des fonds.

Cette offre comprend un rachat à 90 dollars par action en argent, soit une prime de 36 % sur les cours de Harrah's du 29 septembre, avant

l'annonce d'une première offre par ces mêmes fonds, ainsi que la reprise de 10,7 milliards de dette.

Harrah's avait reçu début octobre une première offre d'Apollo et Texas Pacific à 81 dollars par action, soit environ 15 milliards de dollars, qui ne comprenait pas la reprise de dette.

Ils avaient ensuite renchéri à 83,50, puis 87 dollars par action. Harrah's avait aussi reçu une offre en actions et en argent à 87 dollars présentée par l'opérateur régional de casinos Penn National Gaming.

La commercialisation en vue

TH9507

suite de la page 1

Jean-Sébastien Hay, chez Industrielle Alliance, se réjouit surtout de voir que les patients intolérants au glucose ou souffrant du diabète répondent aussi bien au TH9507 que les autres. Or, ces patients représentent de 35 à 40 % des patients qui souffrent de lipodystrophie. Et le principal concurrent de Theratechnologies, la multinationale Sero, qui détient une longueur d'avance d'environ deux ans sur son rival, n'a pas testé son produit sur ces gens.

« C'est un des gros avantages, souligne M. Hay. Lorsqu'ils vont attaquer le marché, ils n'auront pas vraiment de concurrence sur cette sous-population. »

Avant d'en arriver là, par contre, il faudra terminer l'étude clinique en cours, qui n'est réalisée qu'à moitié. Une deuxième étude clinique de phase III doit aussi venir confirmer les résultats de la première. La Food and Drug Administration américaine (FDA) avait déjà donné son feu vert à cette étude en août dernier; Theratechnologies n'attendait que des bonnes nouvelles comme celle d'hier pour la lancer.

« On voulait avoir les résultats de la première pour être bien sûr de ne pas investir des millions de dollars sans avoir un risque réduit, a expliqué à La Presse Affaires le grand patron, M. Rosconi. Aujourd'hui, on considère qu'on a un risque très réduit, et

la deuxième étude de phase III va donc être lancée dans les prochaines semaines. »

Entre 25 et 30 millions seront débloqués pour mener à terme cette étude finale. Pour accélérer les choses, Theratechnologies souhaite la déployer sur plus de 60 sites, comparativement à 43 sites pour l'étude en cours. L'entreprise espère avoir tout complété à la fin de 2007. Le temps pour la FDA d'étudier le dossier, et le TH9507 pourrait être commercialisé en 2009.

M. Rosconi y rêve déjà, estimant avoir le potentiel pour se « tailler la part du lion » dans ce marché qu'il évalue entre 350 et 850 millions de dollars. Et il n'est pas inquiet de voir que le dossier de son rival, Sero, est déjà dans les mains de la FDA. « Ils vont être sur le marché deux ans avant nous, avoua-t-il. Mais le médecin va toujours aller chercher le meilleur produit pour son patient. S'ils veulent développer le marché pour moi, et que j'arrive deux ans après avec un produit qui est meilleur, je n'ai aucun problème avec ça. »

Theratechnologies, qui se cherche un partenaire pour une éventuelle commercialisation, affirme maintenant être « en très bonne posture de négociation ». M. Rosconi voit-il des risques de se faire avaler par un plus gros? « On sait bien que ce sont des options qui peuvent arriver, répond-il. L'équipe de management est là pour conduire les affaires. Cette décision appartiendra aux actionnaires. »

LES QUÉBÉCOIS LES PLUS RICHES (1)

NOM	FORTUNE ESTIMÉE (1)	PRINCIPAUX ACTIFS CONTRÔLÉS	RANG AU CANADA
en milliards \$			
Famille Desmarais (Paul, André, Paul, jr)	4,41	Power Corp, Financière Power	5
David Azrieli	2,44	CanPro Investments (immobilier)	9
Famille Saputo (Lino, Lino fils)	2,15	Saputo Inc, Jolina Capital	12
Famille Bombardier	1,70	Bombardier Inc.	23
Marcel Adams	1,61	Développements Iberville (immobilier)	26
Stephen Jarislowsky	1,48	Jarislowsky Fraser (gestion de placements)	30
Famille Coutu	1,42	Groupe Jean Coutu	31
Guy Laliberté	1,26	Cirque du Soleil	34
Famille Kruger	1,01	Kruger Inc., Maison des Futailles	44
en millions \$			
Robert Miller	891	Future Electronics	53
Charles Sirois	811	Télesystème Inc.	62
Alain Bouchard	612	Alimentation Couche-Tard	76
Famille Molson	581	Brasserie Molson-Coors	79
Robert Gratton	536	Financière Power	84
Pierre-K. & Érik Péladeau	534	Quebecor Inc	85
André Chagnon	474	Fondation Chagnon	93
Aldo Bensadoun	473	Groupe Aldo	94
Famille de Gaspé Beaubien	430	Médias, publicité	98

1: Compilation effectuée par le magazine Canadian Business.

18 Montréalais dans le peloton

FORTUNE

suite de la page 1

D'ailleurs, le magazine *Canadian Business* attribue une fortune de 1,26 milliard à Guy Laliberté, en hausse de 24 % depuis un an, et au 34^e rang des plus grandes fortunes canadiennes. Pas mal pour un entrepreneur culturel de 47 ans, dont les Québécois se rappellent les humbles débuts de saltimbanque en province, il y a deux décennies.

Un autre Québécois dont la fortune grossit rapidement est Alain Bouchard, le président d'Alimentation Couche-Tard, le géant des dépanneurs.

Le magazine *Canadian Business* évalue sa fortune encore jeune à 612 millions, en hausse de 28 % depuis un an, et au 76^e rang canadien.

Par ailleurs, d'un point de

vue géographique, le classement 2006 des plus grosses fortunes révèle certaines tendances.

Entre autres, la région de Montréal conserve sa place de deuxième centre urbain comptant le plus de ces fortunes, mais pour combien de temps encore?

Selon le relevé de *Canadian Business*, la métropole québécoise héberge 18 des 100 plus grandes fortunes canadiennes.

Mais selon la valeur, leur part a glissé à 14,7 % de la valeur totale de 153,7 milliards \$ attribuée aux 100 plus grosses fortunes au Canada.

Sans surprise, Toronto demeure loin devant en première place, étant le chef-lieu de 28 des 100 plus grandes fortunes au Canada.

Et ces fortunes torontoises pèsent très lourd : quelque 64 milliards en tout, soit 41 % de la

valeur totale du top 100 compilé par *Canadian Business*.

Ensemble, les villes d'Edmonton et de Calgary hébergent désormais 10 des fortunes du top-100 canadien.

Mais il s'agit encore de fortunes récentes, dont la valeur combinée de 13,2 milliards ne cote encore qu'à 8,5 % de la valeur totale du classement de *Canadian Business*.

Toutefois, en ajoutant les huit grosses fortunes de Vancouver, évaluées en tout à 9,8 milliards, dont 4,35 milliards pour le seul entrepreneur Jimmy Peterson, la part des deux principales provinces de l'Ouest passe à 17 % de la valeur totale du top 100 canadien.

Cette part est désormais plus importante que celle des fortunes québécoises parmi le top 100 canadien, qui a glissé sous les 15 %.

Victoire des créanciers de Steinberg

COUR

suite de la page 1

Après 10 ans, elle avait droit à la totalité du flux, ce qui, selon sa prétention, incluait les sommes récoltées dans la réalisation du portefeuille de litiges.

Les créanciers ordinaires avaient fait valoir devant la Cour que le portefeuille de litiges faisait partie de ce que les autres créanciers leur avaient offert comme part de l'actif pour arracher leur accord au Plan d'arrangement. Ils ont mis en preuve un document du syndicat bancaire attestant que le portefeuille de litiges leur revenait dans les termes de l'arrangement. Investissement Québec a dû aussi approuver le Plan, sans quoi Steinberg aurait été mise en faillite, ont-ils plaidé.

Le juge Tingley retient cet argument. « En réalité, l'aliénation des réclamations litigieuses, jusqu'à concurrence de 17,5

millions était la portion la plus importante du prix payé afin d'inciter les créanciers chirographaires à accepter leur Plan », écrit-il.

Le Plan prévoyait aussi que les sommes recueillies au-delà des premiers 17,5 millions soient partagées moitié-moitié entre les créanciers ordinaires et les garantis (y inclus Investissement Québec).

Investissement Québec a aussi fait valoir que les créanciers ordinaires avaient 10 ans seulement pour réaliser leur portefeuille de litiges, après quoi, il basculerait dans ses mains. Le jugement Provigo a été gagné en appel en 2004, soit plus de 10 ans après la conclusion du Plan. « Nulle part dans le Plan ou dans ses annexes peut-on déceler cette notion que les créanciers chirographaires devaient réaliser du portefeuille de litiges le montant du premier 17,5 millions à l'intérieur de

10 ans, faute de quoi ce portefeuille reviendrait à la sûreté des créanciers garantis, soit Investissement Québec », écrit le juge.

La société d'État avait aussi demandé à la Cour qu'elle puisse être considérée comme créancière ordinaire, si le juge rejetait sa requête pour mettre la main sur les 14 millions en tant que créancière garantie.

Le juge Tingley rejette aussi cette demande qui aurait eu pour résultat de diluer ce à quoi les créanciers ordinaires auraient droit de se partager. C'est la même proposition qu'elle avait faite juste avant le début des audiences le mois dernier, mais les créanciers ordinaires ont préféré jouer le tout pour le tout. Ils ont gagné, à moins que la Cour d'appel ne vienne casser la décision du juge Tingley, si Investissement Québec décide de poursuivre sa bataille judiciaire.

AFFAIRES
700

715 FINANCEMENT

IRE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

AI 1ère, 2e, aucun boni, contrats rapides. Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.

PRÊTS 1ère, 2e hyp., bal. de vente, rés., comm., équipements, cas spéciaux. Me Rémillard 514-767-5331

RECHERCHE 250 000 \$. Garanti par hypothèque à 12.5 %. Laisser message au: 450-263-5757.

L'aide d'aujourd'hui. L'espoir de demain.
Société Alzheimer

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS est donné par les présentes que suite au décès de feu MORRIE M. GELFAND, alors domicilié et résident au 3 Westmount Square, appartement 1311, Westmount, Qc, décédé le 29 novembre, 2005, l'inventaire peut être consulté par les parties intéressées aux bureaux de Sternthal Katznelson Montigny, Place du Canada, suite 1020, Montréal, Qc.

SOYEZ AVISÉS que la société d'avocats CROCHETIÈRE PÉTRIN AVOCATS s.e.n.c. sera, le 1er janvier 2007, continuée en société en nom collectif à responsabilité limitée (s.e.n.c.r.l.), laquelle exercera dorénavant ses activités sous le nom de CROCHETIÈRE PÉTRIN AVOCATS ET NOTAIRES s.e.n.c.r.l. Les membres du Barreau du Québec qui y exercent leurs activités professionnelles ne sont pas personnellement responsables des obligations de la société ou d'un autre professionnel, découlant des fautes ou négligences commises par ce dernier, son préposé ou son mandataire dans l'exercice de leurs activités professionnelles au sein de la société.

La SGF donne un coup de main à OrthoSoft

HÉLÈNE BARIL

Avec les 7 millions de dollars de la Société générale de financement (SGF), OrthoSoft se dotera d'une équipe de vente pour accroître sa part du marché américain et européen de la chirurgie du genou et de la hanche.

« Nous continuerons à faire du développement de produits, mais nous allons surtout pouvoir concrétiser notre stratégie de vente », a indiqué hier Yvan Beaudoin, vice-président responsable des ventes et de la commercialisation internationale d'OrthoSoft.

La SGF a annoncé hier un investissement de 7 millions, ce qui lui donne une participation de 19 % dans l'entreprise fondée en 1995. Pour le groupe Sciences de la vie de la SGF, il s'agit d'un redémarrage après deux ans passés à soigner un portefeuille malade. La SGF a passé presque un an à examiner OrthoSoft avant de décider d'y investir, a précisé hier André Archimbaud, vice-président du groupe. L'avantage d'OrthoSoft est d'avoir développé un produit sur mesure pour les médecins, selon

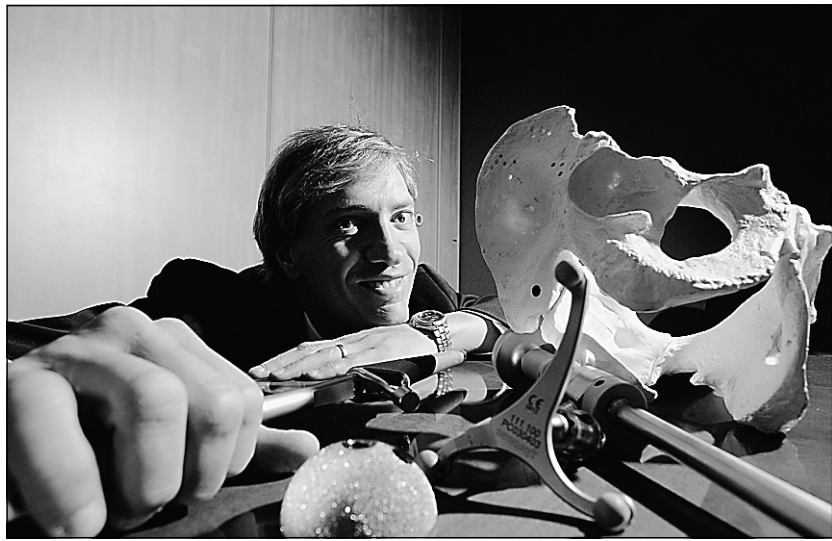


PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE ©

La SGF a annoncé hier un investissement de 7 millions dans OrthoSoft, ce qui lui donne une participation de 19 % dans l'entreprise fondée en 1995 par Louis Philippe Amiot (notre photo), qui en est président.

lui. « Ils ont déjà 15 % d'un marché appelé à croître de 50 % par année », a-t-il souligné.

OrthoSoft a développé des logiciels de navigation médicale spécialisés dans le remplacement de la hanche et du genou. Ce genre

d'opérations est appelé à se multiplier avec le vieillissement de la population, souligne Yvan Beaudoin, qui précise qu'OrthoSoft cible particulièrement la Floride et la Californie, qui attirent une forte proportion de gens âgés.

Québec met 8,5 millions dans un centre de technologies à Sherbrooke

PRESSE CANADIENNE

SHERBROOKE — Tout près de 8,5 millions de dollars sont investis par le gouvernement du Québec pour la construction d'un Centre de technologies avancées à Sherbrooke, dans la circonscription du premier ministre Jean Charest.

Ce centre nécessitant des investissements de 36,3 millions sur cinq ans est mis sur pied avec la collaboration de l'entreprise Bombardier Produits récréatifs (BRP)

qui fournira la moitié des fonds, soit 15,6 millions, et de l'Université de Sherbrooke qui y investira 2,1 millions en infrastructures. Le gouvernement fédéral fournira le reste de la somme, 9,9 millions.

La mise en place de ce centre de recherche visant à développer de nouvelles technologies de pointe a été annoncée au cours d'une conférence de presse tenue à Sherbrooke en présence du premier ministre Charest et du ministre fédéral du Travail, Jean-Pierre Blackburn,

notamment. Le président et chef de la direction de Bombardier Produits récréatifs, José Boisjoli, a dit s'attendre à ce que le centre de recherche aide l'entreprise à augmenter sa compétitivité et à maintenir son leadership mondial.

Pour sa part, le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchar, a indiqué que le nouveau centre permettra d'offrir « aux étudiants des cycles supérieurs en génie un cadre exceptionnel pour des activités de recherche fonda-

mentale et appliquée dont les percées technologiques contribueront à la haute compétitivité de l'industrie québécoise ».

D'ici 2011, la mission du centre sera de mettre au point cinq technologies et de les intégrer au processus manufacturier de Bombardier Produits récréatifs et de ses partenaires québécois. Les chercheurs plancheront sur des moteurs, transmissions et systèmes d'entraînement, suspensions et amortisseurs, matériaux et procédés de fabrication ainsi que sur des technologies plus respectueuses de l'environnement.

Y travailleront 25 employés de Bombardier, 15 étudiants diplômés, six professionnels de recherche de l'Université et deux administrateurs.

mentale et appliquée dont les percées technologiques contribueront à la haute compétitivité de l'industrie québécoise ».

D'ici 2011, la mission du centre sera de mettre au point cinq technologies et de les intégrer au processus manufacturier de Bombardier Produits récréatifs et de ses partenaires québécois. Les chercheurs plancheront sur des moteurs, transmissions et systèmes d'entraînement, suspensions et amortisseurs, matériaux et procédés de fabrication ainsi que sur des technologies plus respectueuses de l'environnement.

Y travailleront 25 employés de Bombardier, 15 étudiants diplômés, six professionnels de recherche de l'Université et deux administrateurs.

mentale et appliquée dont les percées technologiques contribueront à la haute compétitivité de l'industrie québécoise ».

Le Groupe Germain à la conquête de l'Ouest

RÉJEAN LACOMBE
LE SOLEIL

QUÉBEC — Le Groupe Germain part à la conquête de l'Ouest. Avec deux gros projets hôteliers en poche, celui de Toronto et de Calgary, le groupe québécois ambitionne d'avoir pignon sur rue dans les principales villes de l'ouest canadien. La coprésidente du groupe, Christiane Germain,

avoue que Vancouver est dans la ligne de mire.

Mais la concrétisation de cette ruée vers l'Ouest n'est pas nécessairement pour demain matin. Lors d'une téléconférence de Calgary, M^{me} Germain tranche en disant qu'il s'agit « d'une question d'années ». « Ce que nous dévoilons aujourd'hui, professe-t-elle, n'est qu'un début. »

Le Groupe Germain entend

d'abord digérer ces deux importants investissements qu'il vient de s'offrir en cadeau de Noël. Mais il n'en reste pas moins que les ambitions sont présentes et que le projet de construction d'un hôtel à Vancouver aurait fort bien pu se réaliser avant celui de Calgary.

Le projet qui sera réalisé à Calgary à partir de mars prochain et qui prendra fin au printemps 2009 n'est pas de la petite bière. Il

s'agit d'un investissement de 110 millions. Le complexe de 20 étages aura une triple vocation.

En plus de l'hôtel-boutique de 150 chambres, baptisé Germain Calgary, on retrouvera 42 unités de condos de luxe et un immeuble de bureaux. On explique que les trois composantes de ce complexe se joindront pour former un lien créant ainsi un passage ouvert en son centre.

La Caisse achète et vend l'aéroport de Budapest

HÉLÈNE BARIL

La Caisse de dépôt et son partenaire allemand Hochtief ont obtenu le feu vert de la Commission européenne pour faire l'acquisition de l'aéroport de Budapest, en Hongrie, pour une somme qui n'a pas été divulguée.

La Caisse est à la fois vendeur et acheteur dans cette transaction. L'aéroport de Budapest appartient à British Airport Authority (BAA), une entreprise dans laquelle la Caisse est devenue un actionnaire important l'été dernier, avec la firme espagnole Grupo Ferrovial.

Avec un autre partenaire, le constructeur allemand Hochtief, la Caisse a fait une offre d'achat pour l'aéroport de Budapest, mis en vente par BAA.

L'offre du consortium formé par Hochtief, la Caisse de dépôt et la banque allemande KfW a été retenue par BAA. Une fois la transaction conclue, Hochtief détiendra 50 % de l'aéroport de Budapest, la Caisse et KfW se partageront un intérêt de 25 %, tandis que le gouvernement hongrois conservera une participation de 25 %.

La porte-parole de la Caisse, Annie Vallière, a refusé de préciser la participation de la Caisse et le montant de son investissement. « Cette information ne peut pas être divulguée tant que la transaction ne sera pas conclue », a-t-elle dit.

BAA avait déboursé 2,5 milliards US pour acquérir sa part de 75 % dans l'aéroport de Budapest en 2005.

Cet aéroport a été construit en 1997 avec la participation d'Aéroports de Montréal (ADM), et le gouvernement hongrois l'a nationalisé en 2001 sans compensation pour ses actionnaires. Après avoir déposé une plainte auprès du Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements, ADM et ses partenaires ont obtenu gain de cause à la fin de 2006. Le gouvernement de Hongrie a dû payer à ADM 50 millions de dollars, soit la valeur de son investissement (25 millions) et des dommages et intérêts (25 millions).

Le gouvernement de la Hongrie a remis l'aéroport en vente en 2005, et c'est BAA qui a remporté la mise. La Caisse de dépôt et Hochtief était aussi sur les rangs.

Don Giovanni
RAYMOND WEIL
GENEVE
www.raymond-weil.com
La Swiss
654 Ste-Catherine O. 514-954-1661
Carrefour Laval 450-687-1953

Énergie atomique du Canada limitée

Avis de nomination

Énergie atomique du Canada limitée [EACL] a le plaisir de souhaiter la bienvenue à M. Michael C. Burns à titre de président du Conseil d'administration d'EACL. L'honorable Gary Lunn, ministre des Ressources naturelles, a nommé M. Burns au poste de président le 30 octobre 2006.

M. Burns compte une vaste expérience des conseils d'administration et de la gouvernance, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Entre autres postes, il a été membre du Conseil d'administration d'EACL de 1987 à 1990. Il est membre d'un certain nombre de conseils d'entreprise, communautaires et d'association au Canada.

M. Burns est actuellement président et président-directeur général de la NaiKun Wind Group à Vancouver, en Colombie-Britannique. Auparavant il était dirigeant avec la BC Gas Inc. où il a occupé les rôles de vice-président exécutif et directeur financier. Il a également occupé des postes de dirigeant exécutif avec IBM au Canada et à l'étranger. M. Burns était le directeur général original d'Expo 86.

EACL se spécialise dans une gamme de produits et de services perfectionnés qui reposent sur l'énergie nucléaire et constituent une partie importante des programmes énergétiques propres adoptés sur quatre continents. Ses 4 000 employés offrent du soutien à la recherche-développement ainsi que des services de conception et d'ingénierie, de gestion de projets de construction, de technologie spécialisée, de remise en état, de gestion des déchets et de déclassement liés aux produits des réacteurs CANDU^{MD}.

AECL EACL

De l'énergie positive. Vous en avez. Nous aussi.

www.aecl.ca

LA PRESSE AFFAIRES

ÉTUDE D'ACHAT EN LIGNE WEBPERFORM

La guerre des livres

MAXIME BERGERON

Internet n'a pas provoqué la mort des livres, comme le prédisaient les plus alarmistes il y a 10 ans. La bataille engagée par les librairies pour vendre leurs bouquins sur Internet est toutefois féroce, et aucun gagnant ne se dessine clairement.

C'est ce qui ressort d'une vaste étude, intitulée *Webperform*, menée auprès de 1110 internautes canadiens par Léger Marketing et HEC Montréal. Les participants devaient évaluer les sites Web d'Archambault, Renaud-Bray, Chapters-Indigo et Amazon en vertu de cinq critères précis.

Aux fins de l'étude, les internautes ont reçu comme mission de trouver le prix de vente du *Petit Larousse illustré 2007* et du *Canadian Oxford Dictionary*. En moyenne, 77% d'entre eux ont réussi à s'acquitter de la tâche. Leur appréciation générale des sites varie entre 4,71 et 5 sur un total de 7, un score très serré.

« C'est très uniforme, mais ce n'est pas surprenant », dit Jacques Nantel, professeur titulaire de la chaire de commerce électronique RBC Groupe Financier, à HEC Montréal.

Au final, Amazon, société américaine spécialisée dans la vente en ligne valant 16,5 milliards US en Bourse, aura obtenu l'évaluation la plus positive à trois critères sur cinq. « Amazon est probablement le site qui a défini la façon de procéder », dit M. Nantel. Un peu comme avec les banques, il y a une très forte convergence dans l'architecture des sites.

La bonne performance d'Amazon.ca vient aussi démontrer que les Canadiens et Québécois accordent peu d'importance à l'emplacement géographique d'une entreprise quand vient le temps d'acheter en ligne. Surtout quand les sites Web offrent des versions françaises et des produits québécois, comme c'est le cas avec Amazon.

cybermagasinage | les concessionnaires automobiles

WEBPERFORM : L'ÉVALUATION DES SITES

MÉDIAS

Étude WebPerform menée auprès de 1270 internautes au pays du 27 au 29 septembre 2006

	Appréciation générale	Qualité de l'information	Sécurité	Interactivité	Facilité d'utilisation	Esthétisme	Durée de navigation	% ayant réussi à effectuer la tâche
CBC.CA	4,34 /7	5,2	4,76	4,36	4,48	4,32	2 min 24 s	53%
CANOE MONEY	3,88 /7	4,77	4,01	4,21	4,04	4,39	2 min 48 s	43%
CANADA.COM	3,63 /7	4,69	4	4,18	3,89	3,99	3 min	57%
CYBERPRESSE	4,74 /7	5,34	4,84	4,49	4,93	4,77	2 min 36 s	49%
CANOË ARGENT	4,0 /7	4,68	4,1	3,95	3,86	4,28	3 min 06 s	30%
RADIO-CANADA.CA	4,57 /7	5,19	4,69	4,29	4,57	4,58	3 min	49%
MOYENNE	4,05 /7	4,93	4,32	4,25	4,2	4,38	2 min 48 s	49%

LIBRAIRIES

Étude WebPerform menée auprès de 1110 internautes au pays du 14 septembre au 2 octobre 2006

	Appréciation générale	Qualité de l'information	Sécurité	Interactivité	Facilité d'utilisation	Esthétisme	Durée de navigation	% ayant réussi à effectuer la tâche
AMAZON	5,0 /7	5,51	5	5,16	5,47	4,69	1 min 53 s	77%
CHAPTERS-INDIGO	4,71 /7	5,31	5,02	4,9	5,1	4,39	2 min 29 s	59%
ARCHAMBAULT	5,0 /7	5,23	5,17	4,84	5,26	4,98	2 min 11 s	64%
RENAUD-BRAY	4,81 /7	5,38	5,03	4,75	5,42	4,63	1 min 41 s	63%
MOYENNE	4,87 /7	5,39	5,03	4,98	5,31	4,61	2 min 07 s	67%

« Ça vient confirmer quatre ans de recherche, chez nous, où on dit que ce que ce n'est pas tant l'aspect du caractère local qui sera important à terme, mais plutôt la façon de configurer son offre, souligne Jacques Nantel. On a ici un exemple qui est assez éloquent. »

Médias en ligne

Dans le cadre d'une autre étude, les chercheurs de Léger Marketing et HEC Montréal ont demandé à 1270 internautes de se pencher sur les sites Web de grands médias canadiens. Les participants devaient simplement trouver la prin-

cipale manchette économique au moment de leur visite.

Les sites Cbc.ca, Radio-canada.ca, Cyberpresse.ca (membre du groupe Gesca, propriétaire de *La Presse*), Canoe.ca Argent et Canoe.ca Money (tous deux propriété de Quebecor) et Canada.com (CanWest) ont été soumis à l'exercice. Le degré de réussite des internautes varie beaucoup.

Cyberpresse a obtenu la meilleure note pour tous les critères évalués, soit la qualité de l'information, l'esthétisme, l'interactivité, la facilité d'utilisation et la sécurité. « J'attribue beaucoup ce score à l'esthétisme »,

observe Serge Lafrance, vice-président, marketing, chez Léger Marketing.


Le site Canada.com, de son côté, a obtenu le score global le plus faible (3,63/7) et la pire évaluation à presque tous les chapitres. Mais, paradoxalement, c'est sur ce site que les participants ont été les plus nombreux à réussir la tâche demandée par les chercheurs, à 57%.

« On est très fonctionnels pour aller chercher l'information, mais le site n'est pas apprécié pour son esthétisme et sa facilité d'utilisation », souligne Serge Lafrance. Enfin, les sites anglais et fran-

çais de Canoe ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne, note l'étude.

L'outil Webperform a été créé par les chercheurs de la chaire RBC Groupe financier de HEC Montréal. Il s'agit d'une méthodologie visant à mesurer la qualité des sites Web de consommation, peu étudiés jusqu'à maintenant. Au cours des derniers mois, la firme Léger Marketing et HEC Montréal ont mené conjointement une série d'enquêtes auprès de milliers d'internautes canadiens, dont les résultats et l'analyse sont publiés dans *La Presse Affaires*.

McGill - Institut international de formation des cadres



Le «Advanced Management Course» de l'Université McGill – Votre gage de réussite

Le «Advanced Management Course» de l'Université McGill vous aidera à acquérir ou à raffiner les compétences requises pour œuvrer au sein d'une équipe multidisciplinaire efficace et à assumer de plus grandes responsabilités de gestion. Ce programme enseigné en anglais, au rythme d'un soir par semaine, dure trois mois et concerne :

- Les relations humaines :** Vous apprendrez tout... de la constitution d'une équipe à la gestion des conflits, à faire des présentations efficaces et négocier habilement.
- La comptabilité et la finance :** Vous apprendrez à utiliser les données comptables comme outil de gestion pour prendre de meilleures décisions.
- Le marketing :** Vous approfondirez les techniques et les modes d'application qui distinguent les gagnants des perdants tant sur les marchés intérieurs que mondiaux.
- La stratégie d'affaires :** Vous apprendrez comment équilibrer les tactiques et la stratégie afin de devancer vos concurrents dans un marché en évolution constante.

Début le 29 janvier 2007

Tout réussir en seulement trois mois

Le «Advanced Management Course» a été repensé de sorte que vous puissiez le terminer beaucoup plus vite. Au rythme d'un soir par semaine pendant 10 semaines, soit le lundi (plus deux séances d'un week-end chacune), vous acquerez une gamme étendue de compétences en affaires que vous pourrez utiliser immédiatement dans votre quotidien.

Qui peut s'y inscrire?

Tous ceux qui ont suivi avec succès le «Executive Development Course» de McGill sont admissibles au «Advanced Management Course». Sont aussi admissibles les gestionnaires qui possèdent un diplôme universitaire en administration (BAC commerce) et une expérience professionnelle confirmée, ou ceux qui détiennent un MBA.

Un investissement dans votre potentiel

Le «Advanced Management Course» de l'Université McGill offre un excellent rapport coût-durée. Le programme peut être terminé en trois mois seulement et tous les manuels, documents imprimés et séances de week-end sont inclus dans les frais de scolarité. De plus, ce cours vous enseignera à utiliser toute la gamme de concepts, de compétences et de pratiques qui, de nos jours, mènent les entreprises à la réussite. Si vous pensez que le «Advanced Management Course» peut vous aider, nous vous suggérons de vous informer sans attendre. Le programme 2007 débute le 29 janvier et cette occasion ne se présentera à nouveau que dans un an.

Si vous désirez en savoir davantage sur le Programme de formation des cadres, veuillez appeler au **514 398 3970, poste 100**, ou télécopier votre carte de visite à l'attention du coordonnateur du programme au **514 398 7443** et vous recevrez par retour du courrier une trousse d'inscription complète. Vous pouvez aussi vous inscrire sur Internet à www.executive.mcgill.ca/amc.

McGill | Desautels Faculty of Management | Faculté de gestion Desautels

Faculté de gestion Desautels | T 514 398 3970 | F 514 398 7443 | E executive@mcgill.ca | www.executive.mcgill.ca/amc

Sharp produira des lasers pour DVD

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le groupe d'électronique japonais Sharp a annoncé hier qu'il lancera la production en série de composants de lecture et écriture à rayon laser bleu pour platine DVD de nouvelle génération de type Blu-ray ou HD-DVD.

« Nous allons lancer prochainement la production de composants laser bleu dans notre usine de la préfecture d'Hiroshima », a déclaré à l'AFP une porte-parole du groupe.

Sharp prévoit de sortir dans un premier temps chaque mois 150000 composants laser bleu de faible puissance pour les lecteurs, puis de lancer ensuite la production de modèles plus puissants pour les enregistreurs.

La production totale devrait grimper à 500000 unités par mois d'ici l'automne prochain, permettant ainsi un doublement de l'offre totale actuelle.

Jusqu'à présent, ce marché est quasiment monopolisé par le groupe nippon Nichia, dont l'un des chercheurs est à l'origine de la mise au point des diodes laser bleues.

Æterna Zentaris
AVIS DE DATE DE RÉFÉRENCE

Avis est par les présentes donné qu'Æterna Zentaris Inc. a fixé au 29 décembre 2006 la date de référence aux fins de la détermination des actionnaires ayant le droit de recevoir une distribution spéciale en nature de 0,2079 action à droit de vote subalterne du capital des Biotechnologies Atrium Inc. par action ordinaire du capital d'Æterna Zentaris Inc. au moyen d'un remboursement de capital et que la distribution spéciale en nature sera versée le 2 janvier 2007. Aucune fraction d'action à droit de vote subalterne des Biotechnologies Atrium Inc. ne sera distribuée aux porteurs inscrits d'actions ordinaires d'Æterna Zentaris au moment du versement de la distribution spéciale, et ces fractions d'action seront arrondies au nombre entier inférieur le plus près.

Québec (Québec), le 20 décembre 2006

Mario Paradis
Secrétaire

3448230

Nouvelle plateforme pour le PS3

La filiale nipponne du fournisseur américain de technologies, services et systèmes de diffusion de contenu en ligne Akamai a annoncé hier avoir été retenue par Sony pour administrer une infrastructure destinée aux services et jeux en ligne pour la console PlayStation 3. Parallèlement à la commercialisation de la PlayStation 3 (PS3) au Japon en novembre, Sony a lancé une sorte de portail, appelé «PlayStation Network», qui permet d'accéder par la console à divers types de contenus à visionner et télécharger. AFP

VOLKSWAGEN GABRIEL

SUPER SPÉCIAL!

PRIX INCROYABLES* SUR LES 2006!

EN PLUS, OBTENEZ 4 PNEUS D'HIVER GRATUIT avec l'achat ou la location d'une Jetta ou Passat 2006 neuves ou démonstrateur!*

* Cette offre s'applique sur toutes les Jetta 2006 ou Passat berline 2006 neuves ou démonstrateur, à essence, en inventaire. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Quantité limitée. Photos à titre indicatif seulement. Tous les détails chez Volkswagen Gabriel.

VOLKSWAGEN Gabriel

1855, Avenue Dollard Lasalle
www.vw.gabriel.ca

(450) 692-7777 | **(514) 365-7777**

Membres des concessionnaires Gabriel. Un groupe, une force!

87 millions US dans le bas de Noël

Prime gigantesque pour le PDG de Goldman Sachs

BLOOMBERG

Lloyd Blankfein, président du conseil et PDG de Goldman Sachs Group, est admissible à une prime de 87 millions US cette année après que la firme de Wall Street eut engrangé des bénéfices records.

Un paiement d'une telle taille serait plus du double des 40 millions US qui ont été versés par Morgan Stanley à son PDG, John Mack, la semaine dernière pour sa performance en 2006. Ce serait aussi bien supérieur aux 30 millions US que Goldman Sachs avait versé à son ancien patron, Henry Paulson, l'an dernier.

M. Blankfein, 52 ans, peut toucher le gros lot parce qu'un programme de rétribution approuvé par les actionnaires plus tôt cette année permet à la maison de courtage de verser jusqu'à 0,6 % des bénéfices avant impôts à chacun de ses 25 grands dirigeants. Cela se chiffre à 87,4 millions US pièce, d'après les bénéfices avant impôts de 14,6 milliards US réalisés par Goldman Sachs Group cette année. Les actionnaires ont également éliminé le plafond de 35 millions US sur les primes payées au comptant et en actions.

« On a presque pitié des autres joueurs parce que leur performance est bien inférieure à celle de Goldman », lance Brian Foley, consultant en matière de rémunération de White Plains, dans l'État de New York. « Au bout du compte, le fait d'éliminer le plafond permet de verser des primes plus généreuses », ajoute-t-il.

Année en or pour les banques d'affaires américaines

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — En plus de Goldman Sachs, les grandes banques d'affaires américaines, Lehman Brothers et Morgan Stanley, ont encaissé des bénéfices spectaculaires cette année, en passe de battre les records de 2000 et rapportant des primes farineuses à leurs dirigeants et leurs employés.

L'année a été fastueuse pour le numéro deux mondial, Morgan Stanley. Son bénéfice net annuel a représenté 7,47 milliards US, en hausse de 41 %, sur un chiffre d'affaires accru de 26 %, à 33,8 milliards US.

Lehman Brothers a elle affiché un bénéfice net record de 4 milliards US en 2006, en hausse de 23 %. Bear Stearns, la cinquième, a elle aussi annoncé des résultats records.

Le champion toutes catégories demeure Goldman Sachs, la première banque d'affaires américaine et mondiale, qui a enregistré en 2006 les bénéfices les plus élevés de son histoire, grâce aux commissions tirées du boom des fusions et acquisitions dans le monde mais surtout par son activité de spéculation boursière.

Sur un an, ses profits ont atteint 9,5 milliards US, en hausse de 70 % par rapport à 2005.

Globalement, « il y a cette année peu de secteurs au monde aussi rentables que les grandes banques d'affaires américaines, à part peut-être les groupes immobiliers, les fonds d'investissement et Google », a commenté Eric Moskowitz, directeur du cabinet de consulting Options Group.

Selon les chiffres de l'Association des industries financières (SIFMA), les bénéfices avant impôts du secteur financier américain sur les neuf premiers mois de 2006 (tous n'ont pas encore publié leurs comptes) ont augmenté de 39 % par rapport à la même période de 2005, à 22,3 milliards US.

À ce rythme, 2006 dépassera le record historique de l'an 2000, où les profits du secteur avaient explosé à 31,6 milliards US, portés par les introductions en Bourse en plein cœur de la bulle Internet.

M. Blankfein, qui a joint les rangs de Goldman Sachs Group à titre de vendeur d'or en 1982, est devenu patron en juin dernier lorsque M. Paulson a quitté la maison de courtage pour devenir le secrétaire au Trésor des États-Unis.

Le bénéfice net de Goldman Sachs Group a fait un bond de 70 %, à 9,54 milliards US, au cours de l'exercice financier terminé le 24 novembre dernier, un sommet dans l'histoire de Wall Street. Le titre de Goldman Sachs

Group s'est apprécié de 59 %, plus forte progression parmi les 12 membres de l'indice Amex Securities Broker/Dealer.

Jeanne Branthover, directrice du groupe des services financiers de Boyden Executive Search, à New York, estime que M. Blankfein pourrait toucher une prime de 50 millions US.

De son côté, Peter Rose, porte-parole de Goldman Sachs Group, a refusé de faire des commentaires sur le programme de rémunération ou sur la paie potentielle

de quelque employé de la compagnie que ce soit.

Goldman Sachs Group a mis de côté cette année 16,5 milliards US pour les salaires, les primes et les avantages, soit une moyenne de 622 000 \$US par employé.

Dans une déposition faite à la Securities and Exchange Commission (la Commission américaine des opérations de Bourse) en février dernier, Goldman Sachs Group indiquait que le nouveau programme de primes pour les patrons fournirait à la


compagnie « suffisamment de souplesse pour structurer adéquatement » les primes versées aux grands dirigeants de l'entreprise. Goldman Sachs Group a établi les dispositions des paiements avec l'aide de consultants en rémunération, indiquait la déposition.

L'an dernier, M. Blankfein a touché 38 millions US à titre de président et de chef de l'exploitation, soit 10,8 millions US en actions et 19,1 millions US au comptant.

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

CARRIÈRES

ET EMPLOIS



Chercheurs ou chercheuses scientifiques subalternes et principaux

Santé Canada

OTTAWA (ONTARIO)

Ouvert aux personnes résidant au Canada ainsi que les citoyennes canadiennes et les citoyens canadiens résidant à l'étranger.

Le salaire annuel se situe entre **46 025 \$** et **115 501 \$**. La maîtrise de l'anglais est essentielle pour occuper ces postes.

Domaines de spécialité :
 Biochimie des glycoprotéines, virologie, immunologie, maladies infectieuses, bioinformatique, agropharmacologie transgénique biomoléculaire, biologie des transplantations, biologie des cellules souches, biochimie analytique, biologie structurale, structure et fonction des protéines, pharmacogénomique, protéomique, détection des pathogènes, produits dérivés du sang et hémovigilance.

Pour de plus amples renseignements sur ces postes et pour savoir comment poser votre candidature, visitez notre site Internet au <http://emplois.gc.ca> ou composez notre numéro **Infotel 1-800-645-5605**. La date limite de réception des candidatures est le **31 janvier 2007**. Veuillez citer le numéro de référence **SHC06J-006155-000291**.

This information is available in English.

emplois.gc.ca
Canada

CRÉ

Vallée du Haut-Saint-Laurent

Coordonnateur(trice) en développement régional et en concertation
Lieu de travail principal: Salaberry-de-Valleyfield

La Conférence régionale des élus (CRÉ) Vallée-du-Haut-Saint-Laurent est une instance de concertation qui agit à titre d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire qu'elle dessert.

Deux postes disponibles

1. Coordonnateur(trice) en développement régional et en concertation — 5 ans d'expérience
 Relevant du directeur général, ce professionnel aura pour responsabilité de réaliser des analyses, des recherches et des activités de concertation et de mobilisation dans les domaines socio-économiques visant le développement régional. Il assurera la gestion et le suivi de projets.

2. Un coordonnateur(trice) en développement régional et en concertation avec volet Communication — 5 ans d'expérience (remplacement de congé de maternité)
 En plus des fonctions énumérées précédemment, ce professionnel assume aussi les responsabilités liées aux activités de communication de l'organisation.


Profil exigé

- Formation universitaire pertinente reliée au poste à combler (administration, développement économique et régional, affaires municipales et politiques, communications);
- Expérience de 5 ans en développement régional, gestion de projets ou toute autre expérience pertinente;
- Capacité de concerner et de mobiliser les acteurs du milieu;
- Excellente maîtrise du français écrit et parlé avec connaissance fonctionnelle de l'anglais;
- Connaissance de la région un atout.

Vous êtes invités à préciser votre intérêt pour l'un des deux postes.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae par courriel, par télécopieur ou par la poste, accompagné d'une lettre de présentation, au plus tard le 5 janvier 2007, avant 17 heures, à l'attention de :

Monsieur Michel Lapière, directeur général
 Conférence régionale des élus Vallée-du-Haut-Saint-Laurent
 88, rue Saint-Laurent, Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6J9
 Télécopieur: (450) 370-0110 • info@crevhsj.org



Avec plus de 5000 restaurants à l'échelle internationale et 425 au Canada, Quiznos est l'une des entreprises ayant la plus forte croissance dans le secteur de la restauration rapide.

DIRECTEUR DE L'IMMOBILIER

Afin de soutenir notre croissance dans l'Est du Canada, nous avons créé un **nouveau poste de Directeur de l'Immobilier** lequel sera basé à notre bureau régional de Laval, afin de desservir une partie du **Québec et des Maritimes**. Dans ce rôle, vous serez responsable de l'identification de sites potentiels pour l'ouverture de nouveaux restaurants et de la négociation des baux. Ce poste exige des déplacements fréquents.

Exigences minimales:

- Bilinguisme
- 3 ans d'expérience minimum (5-10 souhaitable)
- Habileté en négociation
- Excellente communication orale et écrite

Atouts :

- Diplôme universitaire de 1^{er} cycle
- Expérience en analyse de marchés, construction
- Connaissances des aspects légaux/ baux
- Expérience du commerce de détail

Conditions :
 Quiznos offre des conditions salariales très compétitives à déterminer en fonction de l'expérience du candidat sélectionné

Envoyez votre curriculum vitae au plus tard le 6 janvier 2007 à l'attention de Alain Marcoux, premier vice-président immobilier par courriel à amarcoux@quiznos.com.

LA PRESSE
est actuellement à la recherche d'un

REPRÉSENTANT PUBLICITAIRE

Reconnu pour sa qualité et la pertinence de son contenu, le quotidien *La Presse* offre une couverture et une analyse de l'actualité internationale, nationale et régionale. Avec plus de 800 employés, *La Presse* propose un cadre de travail stimulant et dynamique. *La Presse* est la propriété de Gesca, éditeur de journaux et filiale de Power Corporation du Canada. Le groupe Gesca est propriétaire de sept quotidiens: *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Nouvelliste*, *Le Droit*, *La Tribune*, *Le Quotidien* et *La Voix de l'Est*.

LE POSTE

Vous êtes responsable de solliciter et de conseiller une nouvelle clientèle ainsi que d'assurer le développement des affaires auprès d'une clientèle établie.

LES EXIGENCES

Vous possédez au moins cinq (5) années d'expérience en vente avec objectifs. Vous êtes reconnu pour votre capacité à établir et à maintenir des relations d'affaires et possédez un vaste réseau de contacts. Vous êtes créatif et démontrez une excellente capacité à communiquer. De plus, vous êtes bilingue et êtes à l'aise avec les logiciels de la suite MS Office. De l'expérience en vente publicitaire est un atout.

LA RÉMUNÉRATION

Nous offrons un **salaires de base + commissions** ainsi qu'une **gamme complète d'avantages sociaux**.

Si vous êtes intéressé, faites-nous parvenir votre curriculum vitae le **plus rapidement possible** à :

La Presse Itée
Service des ressources humaines
7, rue Saint-Jacques
Montréal (QC) H2Y 1K9
rhumaines@lapresse.ca
Télécopieur : (514) 285-2612

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte. Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais seules les personnes sélectionnées feront l'objet d'un suivi.



VOITH SIEMENS
HYDRO POWER GENERATION

Voith Siemens Énergie Hydraulique est une coentreprise de Voith et Siemens dans le domaine de l'équipement hydroélectrique. Nous fournissons les technologies de pointe et les services intégrés afin de satisfaire les exigences du marché. Suite à une décision stratégique d'accroître nos exploitations au Canada afin de maintenir localement le service à notre clientèle, nous cherchons, pour combler les postes suivants, des candidats de qualité stimulés à l'idée de contribuer à l'essor d'une entreprise et de pouvoir se démarquer.

- **Chef de service, offres techniques**
- **Concepteur et ingénieur en étude détaillée de turbines et d'alternateurs hydrauliques (ingénieurs en hydraulique, mécanique et électrique)**
- **Technicien en étude de prix**
- **Spécialiste aux offres et soumissions**
- **Spécialistes en gestion de projet**

Venez avec nous établir les normes mondiales pour tous les marchés de l'énergie.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae par la poste à Voith Siemens Hydro Power Generation Inc., 555, boul. René-Lévesque Ouest, 18^e étage, Montréal (Québec) H2Z 1B1, à l'attention des Ressources humaines. Téléc. : (514) 861-2058 • Courriel au VSMHLHR@vs-hydro.com.

Excellente opportunité !

Compagnie dans le secteur de l'alimentation, spécialisée dans la fourniture de matériel d'emballage et d'outillage, est à la recherche d'un(e) :

Directeur(trice) général(e) de l'entreprise située à Montréal

Responsabilités :

- Gestion optimale du personnel et des opérations ;
- Développement des stratégies de ventes et services ;
- Développement de nouveaux marchés.

Exigences :

- Personne dynamique capable d'exercer un fort leadership au sein de l'entreprise ;
- Très bonne expérience de gestion ;
- Être disponible pour occuper le poste dès le début de janvier 2007, du lundi au vendredi de 7 h 30 à 16 h 30.

Rémunération :

- Compétitive au marché ;
- Participation aux bénéfices de l'entreprise ;
- Avantages sociaux.

Le C.V. doit être transmis au plus tard le **27 décembre 2006**, par courriel : oeemplois@msn.com

**Allergique ?
Pas de panique !**



ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ALLERGIES ALIMENTAIRES

Tél./Télé. : (514) 990-2575
www.aqaa.qc.ca

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓ 2,75	0,07	2,61	14 047	-40,99	1 210	5,13	2,53	0,00
▲ ACE Aviation (ACE.A)	✓ 37,12	0,44	1,20	7 903	5,03	3 787	39,60	25,85	0,00
Addenda Capital (ADV)	22,60	-0,40	-1,74	1 065	-28,14	266	31,95	22,25	1,28
▼ Aeterna (AEZ)	6,83	-0,09	-1,30	761	15,76	363	8,79	5,41	0,00
Air Canada (AC.B)	17,46	0,06	0,35	520	-10,46	1 747	21,05	15,63	0,00
Alcan (AL)	✓ 55,50	-0,29	-0,52	11 157	16,21	20 891	64,99	41,78	0,79
▼ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 25,02	-0,58	-2,27	13 629	6,92	5 063	28,42	21,49	0,12
Astral Media (ACM.A)	39,68	0,24	0,61	1 516	29,50	2 104	41,84	29,38	0,40
Axcan Pharma (AXP)	16,00	0,01	0,06	560	-9,19	733	21,85	12,10	0,00
Banque de Montréal (BMO)	✓ 68,50	-0,52	-0,75	14 323	5,39	34 300	72,10	58,58	2,60
Banque Laurentienne (LB)	✓ 30,10	0,10	0,33	653	-11,60	711	36,72	28,01	1,16
Banque Nationale (NA)	✓ 65,70	-0,31	-0,47	3 174	8,92	10 645	66,80	55,89	2,16
Banque Royale (RY)	✓ 54,60	-0,10	-0,18	14 557	20,25	69 941	55,40	43,52	1,60
BCE (BCE)	✓ 30,74	0,05	0,16	27 616	10,85	24 966	34,25	25,32	1,32
Bombardier (BBD.B)	3,70	-0,02	-0,54	23 165	34,06	6 489	4,32	2,68	0,00
▼ CAE (CAE)	✓ 10,54	-0,13	-1,22	4 723	23,71	2 648	10,90	8,09	0,04
Cascades (CAS)	✓ 13,14	-0,05	-0,38	577	30,75	1 061	14,78	9,60	0,16
▼ CN (CNR)	✓ 50,68	-1,05	-2,03	15 011	8,83	26 210	55,95	44,43	0,65
Cogeco (CGO)	29,00	-0,25	-0,86	42	20,83	480	29,55	19,30	0,25
▼ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 37,10	-0,72	-1,90	55 605	11,08	26 149	38,72	30,20	1,07
▼ Domtar (DTC)	✓ 9,37	-0,13	-1,37	10 954	39,64	2 169	9,95	5,47	0,00
Emergis (EME)	5,26	-0,04	-0,76	566	28,29	479	5,79	3,70	0,00
▲ Garda (GV)	22,70	0,70	3,18	4 151	50,13	694	27,50	14,30	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓ 7,90	-0,06	-0,75	21 386	-15,05	2 614	9,94	6,50	0,00
Groupe Canam (CAM)	8,77	-0,08	-0,90	792	24,22	430	11,66	6,80	0,16

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	13,00	-0,12	-0,92	14 402	-20,25	6 916	17,20	11,55	1,09
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 30,52	0,12	0,40	2 247	20,00	4 602	33,50	23,84	0,28
Groupe TVA (TVA.B)	15,13	-0,07	-0,46	10	-5,44	409	17,50	13,96	0,20
▼ Labopharm (DDS)	6,74	-0,11	-1,61	1 485	-3,30	382	10,95	5,40	0,00
Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓ 13,17	0,08	0,61	7 503	-5,93	3 446	15,25	9,90	0,12
Les Industries Dorel (DII.B)	31,65	-0,23	-0,72	359	14,55	1 042	34,25	22,64	0,00
▼ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 54,42	-1,58	-2,82	3 404	8,84	3 273	63,73	42,26	0,00
▼ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 35,15	-1,15	-3,17	1 346	20,92	2 809	37,28	27,90	0,64
▲ Mega Brands (MB)	✓ 26,19	0,29	1,12	3 952	-5,18	845	29,75	20,25	0,00
Metro (MRU.A)	✓ 37,25	0,28	0,76	552	22,13	4 278	37,50	28,47	0,42
Molson Coors (TAP.B)	✓ 86,12	-0,12	-0,14	20	10,34	7 440	86,74	69,66	1,25
▼ Neurochem (NRM)	✓ 28,40	-0,48	-1,66	1 001	71,19	1 099	29,99	10,40	0,00
▲ Nortel (NT)	28,30	0,81	2,95	29 657	-20,28	12 272	40,20	21,40	0,00
Novelis (NVL)	30,80	0,03	0,10	2 346	26,28	2 280	32,50	18,79	0,04
▼ Power Corporation (POW)	✓ 34,72	-0,78	-2,20	5 540	9,67	15 675	36,49	28,25	0,79
Quebecor (QBR.B)	✓ 36,62	0,14	0,38	459	42,77	2 375	36,73	23,76	0,20
Quebecor World (IQW)	✓ 12,59	0,05	0,40	1 699	-19,91	1 657	16,28	10,67	0,00
Reitmans (RET.A)	21,88	-0,07	-0,32	819	27,73	1 539	24,02	16,15	0,64
▲ Rona (RON)	✓ 20,75	0,30	1,47	8 690	-3,26	2 385	24,73	19,45	0,00
▼ Saputo (SAP)	✓ 36,80	0,02	0,05	802	8,27	3 812	38,59	32,05	0,80
▲ Tembec (TBC)	1,48	0,06	4,23	3 452	18,40	127	2,32	0,79	0,00
Transat AT (TRZ.B)	30,50	-0,29	-0,94	3 354	61,12	1 027	31,04	17,56	0,28
▲ Transcontinental (TCL.A)	✓ 20,50	0,24	1,19	1 824	7,90	1 762	22,90	17,51	0,26
Uni-Select (UNS)	28,59	0,09	0,32	52	-4,54	563	35,00	28,08	0,40
Van Houtte (VH)	17,26	-0,15	-0,86	157	-16,61	369	20,98	16,00	0,32

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	CHANGEMENT (%)	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,36	0,03	9,09	53 500	100,00
Abcourt Mines-B (ABI)	0,63	-0,05	-7,35	174 250	129,09
Abitex Resources (ABE)	0,30	0,00	0,00	1	20,00
Advitech (AVI)	0,10	0,01	11,11	171 000	25,00
Affinor Resources (AFI)	0,21	0,01	2,44	52 333	16,67
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,12	-0,01	-4,00	296 100	33,33
Aldeavine Solutions (AVS)	0,27	0,00	0,00	0	-22,86
Alert B&C (ACB)	0,19	0,00	0,00	12 275	52,00
Amadeus International (AML)	0,04	0,00	0,00	0	-63,64
Antoro Resources (ORE)	0,13	0,00	0,00	0	127,27
Appalaches Resources (APP)	0,10	0,00	0,00	118 600	53,85
Augyva (AUV)	0,54	0,00	0,00	0	535,29
Azimat Exploration (AZM)	5,01	0,06	1,21	26 595	243,15
Bell Canada International (BI/H)	0,61	0,00	0,00	4 881	46,49
Big Red Diamond (DIA)	0,14	-0,01	-6,67	103 000	40,00
Biophage Pharma (BUG)	0,14	0,00	0,00	21 400	47,37
Bioxel Pharma (BIP)	0,33	-0,02	-4,35	20 000	1,54
Branche-Vous (BVZ)	0,22	0,00	0,00	28 253	10,00
Canadair Resources (CAO)	0,78	0,01	1,30	128 261	n.d.
Canadian Royalties (CZZ)	2,39	0,00	0,00	13 140	89,68
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,18	0,00	0,00	14 400	-37,93
CO2 Solution (CST)	0,30	-0,01	-1,64	23 000	-50,00
Conporec (CNP)	0,23	0,00	0,00	0	-14,82
CPL Technologies (CCY)	0,14	0,02	16,67	11 000	75,00
D'Arienne Resources (DAR)	0,19	0,01	2,78	107 000	27,59
D-Box Technologies (DBO/A)	0,40	0,04	11,11	80 500	100,00
Deq Systems (DEQ)	0,64	-0,02	-3,03	10 500	45,46
Dia Bras Exploration (DIB)	1,23	-0,01	-0,81	999 702	412,50
Diagnos (ADK)	0,25	0,00	0,00	0	35,14
Dianor Resources (DOR)	0,68	0,00	0,00	373 040	19,13
Dios Exploration (DOS)	0,39	0,01	2,63	84 960	56,00
Ditem Explorations (DIT)	0,77	-0,01	-1,28	914 550	755,56
Dynacor Mines (DYM)	0,65	0,05	8,33	504 000	176,60
Dynasty Gaming (DNY)	0,93	-0,02	-2,11	638 367	40,91
Ecu Silver Mining (ECU)	3,06	0,07	2,34	652 155	595,46
Exeltech Aerospace (XLT)	0,18	-0,01	-5,26	15 000	-28,00
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,09	0,00	0,00	8 500	28,57
Fieldex Exploration (FLX)	0,35	0,00	0,00	2 250	-17,86
Forest Gate Resources (FGT)	0,19	0,00	0,00	285 500	-54,22
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,65	0,00	0,00	0	16,07
Freewest Resources Canada (FWR)	0,17	-0,01	-2,94	234 875	3,13
Frv Media-Cl A (FRV)	0,16	0,00	0,00	0	-36,74
Gastem (GMR)	0,33	0,01	1,54	36 036	230,00
Gold Hawk Resources (CGK)	0,49	0,01	2,08	283 267	139,00
Golden Goose Resources (GGR)	0,44	-0,02	-4,35	9 125	10,00
Golden Tag Resources (GOG)	0,55	0,01	1,85	64 500	266,67
Golden Valley Mines (GZZ)	0,37	0,04	12,12	139 500	32,14
H2O Innovation 2000 (H2O)	1,16	-0,03	-2,52	16 150	10,48
Hlt Energies 2006 (HES)	0,17	0,00	0,00	0	-63,33
Hinterland Metals (HMI)	0,14	0,01	8,00	215 537	80,00
Imaflex (IFX/A)	0,69	0,04	6,15	2 500	-37,27
Isacsoft-A (ISF)	0,29	0,00	0,00	42 806	-83,89
Junex (JNX)	1,05	-0,03	-2,78	26 850	2,94
Kangaroo Media (KTV)	2,78	0,36	14,88	172 068	42,88
Lounor Exploration (LO)	0,18	0,01	5,88	3 500	-40,00
Louvem Mines (LOV)	0,25	0,03	13,95	13 000	-57,02
Lyrtech Cl A (LYT)	0,14	0,03	27,27	398 900	-36,36
Matamec Explorations (MAT)	0,17	0,00	0,00	16 500	65,00
Medicago (MDG)	0,90	0,00	0,00	0	n.d.
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,74	0,01	1,37	131 500	7,82
Melkior Resources (MKR)	0,13	0,01	4,00	941 500	83,33
Metanor Resources (MTO)	0,65	-0,02	-2,99	75 500	12,07
Metco Resources (MKO)	0,12	0,01	4,35	80 895	60,00
Miranda Technologies (MT)	11,64	0,04	0,35	28 725	-14,41
Mistral Pharma (MIP)	0,40	0,00	0,00	104 000	0,00
Mty Food Group (MTY)	6,04	-0,05	-0,75	7 900	71,43
Murgor Resources (MUG)	0,27	-0,01	-1,82	274 200	100,00
Namex Exploration (NME)	0,45	-0,03	-6,25	8 500	16,88
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	4,35	-0,26	-5,64	100 840	262,50
Normabec Mining Res (NMB)	0,30	0,03	11,11	236 600	300,00
Novoko International (EKO)	1,10	-0,07	-5,98	21 299	155,81
Nstein Technologies (EIN)	0,63	0,12	23,53	174 238	-55,00
Nti Newmaterial (CFD)	0,08	0,00	0,00	10 000	23,08
Odesia Group (ODS)	0,37	0,00	0,00	5 000	-27,00
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,07	0,02	30,00	513 857	-88,18
Orex Exploration (OX)	0,16	0,00	0,00	0	-45,76
Orthosoft (OSH)	0,74	0,01	1,37	37 250	89,74
Osisko Exploration (OSK)	9,10	-0,08	-0,87	53 800	487,10
Palmarco Silver And Gold (PIO)	8,30	-0,05	-0,60	5 500	52,57
Perlite Canada (PCI)	0,29	0,01	3,57	50 500	107,14
Petrolia (PEA)	0,53	-0,02	-3,64	32 002	51,43
Plexmar Resources (PLE)	0,55	-0,01	-1,79	696 255	900,00
Power Tech (PWB)	0,58	0,05	9,43	2 000	-14,71
Pro-Dr Mining Resources (POI)	0,65	0,07	12,07	10 500	3,18
Puma Exploration (PUM)	0,29	-0,01	-3,33	138 500	61,11
Radisson Mining Resources (RDS)	0,18				

LA PRESSE AFFAIRES

NORTEL

Contrat de 2 milliards US avec Verizon

D'APRÈS PC

TORONTO — Nortel Networks vient de signer un marché de 2 milliards US avec la firme américaine de télécommunications Verizon Wireless pour augmenter la puissance de son réseau de téléphonie sans fil au cours des cinq prochaines années.

Karen Monaghan, une porte-parole de Nortel, a précisé hier que cet accord se base sur les dispositions commerciales d'une nouvelle technologie à large bande qui avaient d'abord été annoncées en juillet dernier. À ce moment-là, les dispositions financières n'avaient pas été dévoilées.

«L'accord actuel porte sur une entente générale d'achats qui comprend la technologie antérieure, mais également une foule d'autres technologies que Verizon pourrait vouloir acheter», a dit la porte-parole au cours d'une entrevue téléphonique.

Le fournisseur torontois de télécommunications a précisé qu'il fera équipe avec Verizon pour améliorer continuellement le réseau sans fil de la compagnie et pour l'agrandir.

En vertu de l'accord passé avec Nortel, Verizon déploiera davantage de stations fixes radio à accès multiple par répartition de code (AMRC), ainsi que des équipements de commutation, de plateformes de protocole Internet, de réseaux optiques et autres avec l'aide de Nortel.

La technologie d'AMRC est populaire auprès des fournisseurs internationaux de téléphonie sans fil parce qu'elle est facile à améliorer.

L'annonce faite hier survient à la fin d'une année marquée par la popularité croissante d'Internet et des dispositifs portables. Les sites Web qui diffusent des clips vidéo tels que YouTube et les vidéos de musique téléchargeables fournis par les magasins en

ligne comme iTunes sont devenus un centre d'intérêt principal des distributeurs de produits de divertissement aux États-Unis.

«La popularité des services Internet tels que les vidéos fournis par les internautes, le jeu en ligne, la musique et la vidéo est à l'origine d'une explosion de la demande de large bande», indiquait hier dans un communiqué Richard Lowe, président de la division de mobilité et de réseaux de Nortel.

«Les consommateurs s'attendent davantage de leurs dispositifs mobiles que la simple communication par la voix et la messagerie texte, a dit M. Lowe. Nortel simplifie la tâche de Verizon Wireless en ce qui concerne l'agrandissement de son réseau pour répondre à la demande et pour offrir de manière concurrentielle de nouveaux services sur le marché, services qui plairont aux utilisateurs.»

Verizon Wireless s'est fait per-

suasif pour faire mousser les téléchargements à partir des services de vidéo de divertissement et de nouvelles de CNN et d'ESPN. La compagnie a également signé un accord pour être le fournisseur exclusif de YouTube sur les téléphones cellulaires.

Les services de données ont fourni environ 14% des revenus de Verizon Wireless puisés auprès d'à peu près 57 millions de clients au troisième trimestre de 2006.

«Cet essor fait ressortir les efforts que nous avons consentis en investissant dans une technologie innovatrice pour nous assurer un effet de levier à long terme, et dans nos relations stratégiques avec des leaders tels que Nortel pour améliorer constamment l'expérience de communication sans fil de nos abonnés», a indiqué Ed Salas, vice-président à la planification de réseaux de Verizon.

Hier, le titre de Nortel avait grimpé de 81 cents, ou 2,95%, à 28,30\$, à la Bourse de Toronto.

ÉCONOMIE MONDIALE

Comme le gruau de Boucle d'Or

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — La majorité (53%) des gestionnaires de fonds dans le monde table sur un ralentissement de l'économie mondiale en 2007, une majorité encore plus grande (83%) excluant cependant une récession, selon un sondage de la banque Merrill Lynch publié hier.

«Les investisseurs institutionnels s'attendent à ce que l'économie mondiale atterrisse en douceur en 2007 et se positionnent pour une année de croissance qui, à l'instar du gruau de Boucle d'Or, ne sera ni trop chaude ni trop froide», a estimé la banque dans un communiqué.

La comparaison avec le porridge que goûte Boucle d'Or chez trois ours dans un conte pour enfants était utilisée à l'origine par des économistes pour décrire l'état de l'économie américaine du milieu à la fin des années 90.

D'après ce sondage, 70% des gestionnaires de fonds jugent la politique monétaire actuelle appropriée et 62% s'attendent à ce que les taux d'intérêt à court terme soient inchangés ou plus bas dans un an.

En revanche, l'étude trahit des inquiétudes sur les taux longs, 82% des investisseurs les voyant inchangés ou plus élevés dans 12 mois.

«Les gestionnaires de fonds suggèrent que s'il devait y avoir un nuage à l'horizon 2007, il prendrait la forme de rendements obligataires plus élevés», estime la banque d'affaires américaine, qui a interrogé 210 investisseurs en décembre, gérant un total de 713 milliards US.

«Il sera intéressant de voir comment le marché immobilier américain réagira à un mouvement de hausse des taux longs», poursuit Merrill Lynch.

Les taux longs européens enregistrent déjà une correction à la hausse depuis le début de décembre, un mouvement lié aux anticipations d'évolution des politiques monétaires en Europe et aux États-Unis, selon les économistes.

En ce qui concerne les entreprises, les gestionnaires de fonds se montrent confiants dans leur profil financier, 55% d'entre eux les jugeant encore sous-entendées, comparativement à seulement 3% qui s'inquiètent d'un sur-endettement.

Nombre d'économistes ont pointé récemment les risques liés à l'endettement engendré par le boom des fusions-acquisitions cette année. Selon Merrill Lynch, les entreprises sont confrontées actuellement à «deux lobbies de taille» sur les marchés financiers: le plus gros (44% des gestionnaires de fonds) les incitant à rémunérer davantage leurs actionnaires, l'autre (41%) plaidant pour davantage de dépenses d'investissement.

États-Unis Hausse des mises en chantier



PHOTO MICHAEL FEIN, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS ©

Les mises en chantier de logements ont avancé de 6,7% en novembre par rapport à octobre aux États-Unis, à 1,588 million d'unités en rythme annuel, a annoncé hier le département du Commerce. Ce chiffre est supérieur aux attentes des analystes qui tablaient sur 1,550 million d'unités en rythme annuel. Les permis de construire ont pour leur part reculé de 3%, à 1,506 million, alors que les attentes étaient de 1,535 million. Sur un an, les mises en chantier de logements ont reculé en novembre de 25,5%. Ces chiffres viennent nuancer le retournement du marché immobilier observé ces derniers mois aux États-Unis après plusieurs années de hausse. Pour l'instant, la correction n'a pas contaminé les autres secteurs de l'économie, notamment les dépenses de consommation, mais les analystes se demandent si cela pourra durer. Le Ministère a légèrement révisé en hausse les chiffres des mises en chantier de logement en octobre à 1,488 million d'unités (au lieu de 1,486 million annoncé initialement). Sur la photo, un menuisier travaille à un projet à Falmouth, dans le Massachusetts.

Canoë embauche trois dirigeants

Le réseau Canoë, filiale de Quebec Média, a annoncé hier la nomination de trois dirigeants à la tête de ses services de marketing, de technologie et des contenus numériques, afin d'accroître ses marchés et d'aligner (sa) vision technologique en cohérence avec (sa) stratégie

d'affaires». Le réseau Internet a annoncé la nomination de Simon Rivard au poste de vice-président du marketing, de Cyrille Thilloy à titre de chef de la technologie et de Dominique-Sébastien Forest comme directeur des contenus numériques. — PC

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 784,00	2 785,00
	3 mois	2 787,00	2 788,00
	15 mois	2 585,00	2 590,00
CUIVRE (A)	Comptant	6 590,00	6 600,00
	3 mois	6 650,00	6 660,00
	15 mois	6 430,00	6 440,00
PLOMB	Comptant	1 714,00	1 715,00
	3 mois	1 679,00	1 680,00
	15 mois	1 493,00	1 498,00
NICKEL	Comptant	35 095,00	35 100,00
	3 mois	34 195,00	34 200,00
	15 mois	27 850,00	27 950,00
ÉTAIN	Comptant	11 275,00	11 280,00
	3 mois	11 100,00	11 125,00
	15 mois	10 500,00	10 550,00
ZINC	Comptant	4 450,00	4 451,00
	3 mois	4 320,00	4 330,00
	15 mois	3 745,00	3 750,00

Dollars US par tonne métrique

Source: London Metal Exchange

REVUE BOURSIÈRE

Le pétrole en hausse, Toronto ne suit pas

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L'indice principal n'a pu rester en territoire positif, hier à la Bourse de Toronto, en dépit de l'appui habituel de l'énergie, poussée par le cours du pétrole.

Le S&P/TSX a perdu ses gains de début de séance, pour glisser de 3,66 points, à 12 781,54. Après son record établi la semaine dernière, avec une clôture en haut des 13 000 points, l'indice a depuis été affecté par des prises de bénéfices.

«Je n'y vois rien d'inquiétant», a commenté Ian Nakamoto, de la maison MacDougall, MacDougall & MacTier. Des bataillons d'investisseurs vont-ils se mettre à vendre (leurs titres)? Je n'y crois pas, à moins qu'il n'arrive quelque chose de sérieux.»

Aux États-Unis, l'inflation dans les prix de gros a surpris, s'avérant forte le mois dernier avec une avance de 2%. Mais ce bond en écart mensuel — le plus élevé depuis 1974 — n'étonne pas, après les forts reculs des deux mois précédents.

L'espoir d'une baisse des taux d'intérêt persiste car, a noté M. Nakamoto, la Réserve fédérale se fie plus à l'indice des prix à la consommation pour décider des taux.

Le Dow Jones a amélioré son record même si le secteur de la technologie a pâti du bilan trimestriel, pourtant à la hausse, de l'éditeur de logiciels Oracle.

Le dollar canadien est reparti à la hausse, grimpant de 0,32 cent, à 86,72 cents US, face à un taux annuel d'inflation qui en novembre, selon Statistique Canada, affichait un rythme de 1,4% comparé à 0,9% en octobre.

À la cote new-yorkaise, le brut de référence a crû de 94 cents US, à 63,15\$ US le baril, au lendemain d'un repli de plus de 1\$US en raison d'une prévision de temps doux pour l'hiver.

À Bay Street, où l'indice sectoriel de l'énergie s'est apprécié de 0,45%, EnCana a pris 51 cents, à 54,46\$, et Suncor Energy s'est élevé de 1,50\$, à 91,68\$; toutefois Petro-Canada a échappé 3 cents, à 47,16\$.

Parmi les aurifères, alors que sur le parquet new-yorkais l'once d'or s'est apprécié de 7,50\$US, à 625,40\$US, l'indice sectoriel torontois a grimpé de 2%. Goldcorp s'y est adjugé 71 cents, à 32,45\$, et Barrick a grossi de 34 cents, à 35,27\$. Iamgold a gagné 16 cents, à 10,16\$, alors qu'elle vient de vendre le gisement de bauxite Omai, en Guyana, que possédait jadis la québécoise Cambior, elle même acquise par Iamgold l'été dernier.

Dans le secteur de la technologie, dont l'indice croissait de 0,3%, Nortel Networks a augmenté de 81 cents, à 28,30\$, à la suite de la nouvelle d'un contrat de cinq ans évalué à 2 milliards US.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a augmenté de 30,05 points pour finir à 12 471,32, et le S&P500 a progressé de 3,07 points, à 1 425,55.

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	7,25	01-06-2007	101,36	4,12 0,00
Canada	6,00	01-06-2008	102,77	4,00 0,00
Canada	5,50	01-06-2009	103,65	3,91 0,00
Canada	9,50	01-06-2010	117,84	3,90 0,00
Canada	9,00	01-03-2011	119,48	3,91 -0,01
Canada	6,00	01-06-2011	108,40	3,92 -0,02
Canada	10,25	15-03-2014	138,91	3,99 -0,04
Canada	9,75	01-06-2021	161,22	4,09 -0,21
Canada	8,00	01-06-2023	146,03	4,11 -0,22
Canada	8,00	01-06-2027	152,98	4,13 -0,27
Canada	5,75	01-06-2029	123,63	4,12 -0,26
LES PROVINCES				
B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	101,66	4,12 0,00
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	164,92	4,55 -0,16
Manitoba	7,75	22-12-2025	141,01	4,51 -0,33
New Brunswick	5,70	02-06-2008	102,21	4,10 0,00
New Brunswick	6,00	27-12-2017	114,11	4,37 -0,09
Newfoundland	6,15	17-04-2028	121,36	4,57 -0,32
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	127,54	4,52 -0,32
Ontario	6,13	12-09-2007	101,36	4,17 0,00
Ontario	6,25	25-08-2028	123,33	4,54 -0,33
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	113,35	4,94 -0,02
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	149,36	4,52 -0,33
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	147,73	4,53 -0,34
P E I	6,00	03-10-2007	101,34	4,21 0,00
P E I	8,50	27-10-2015	130,28	4,33 -0,06
Québec	6,50	01-10-2007	101,74	4,17 0,00
Québec	6,00	01-10-2029	118,80	4,65 -0,32
LES CORPORATIONS				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	102,23	4,17 0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	115,38	5,72 -0,19
Bombardier	7,35	22-12-2026	94,25	7,92 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	102,83	4,25 -0,01
Cons Gas	6,10	19-05-2028	113,72	5,04 -0,21
Gtaa	5,95	03-12-2007	101,56	4,26 0,00
Gtaa	6,45	03-12-2027	115,92	5,19 -0,22
Investors Gr	6,65	13-12-2027	117,76	5,24 -0,22
Nav Canada	7,40	01-06-2027	133,22	4,82 -0,23
Royal Bank Of	6,75	04-06-2007	101,12	4,20 0,00
Sears Canada	6,55	05-11-2007	100,92	5,43 0,00
Suncor Inc	6,10	08-08-2007	101,11	4,26 0,00
Thomson Corp	6,50	09-07-2007	101,18	4,29 0,00
Westcoast Ene	5,70	16-04-2008	101,81	4,26 -0,02
Westcoast Ene	6,75	15-12-2027	118,17	5,30 -0,21

LES RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers de dollars

COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	REVENUS			BÉNÉFICE NET			BÉNÉFICE ACT.	
				CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.
Arbor Memorial Services (ABO.B/TSX)	Ont.	Service	31 oct. - 4 ^e trim.	55 700	50 800	10	4 200	4 200	0	0,39	0,38
			12 mois	215 500	198 500	9	19 200	17 500	10	1,81	1,65
			Sep. 30 - 12 mois	161 900	87 600	85	32 900	23 300	41	0,29	0,23

Source: CNW Telbec